

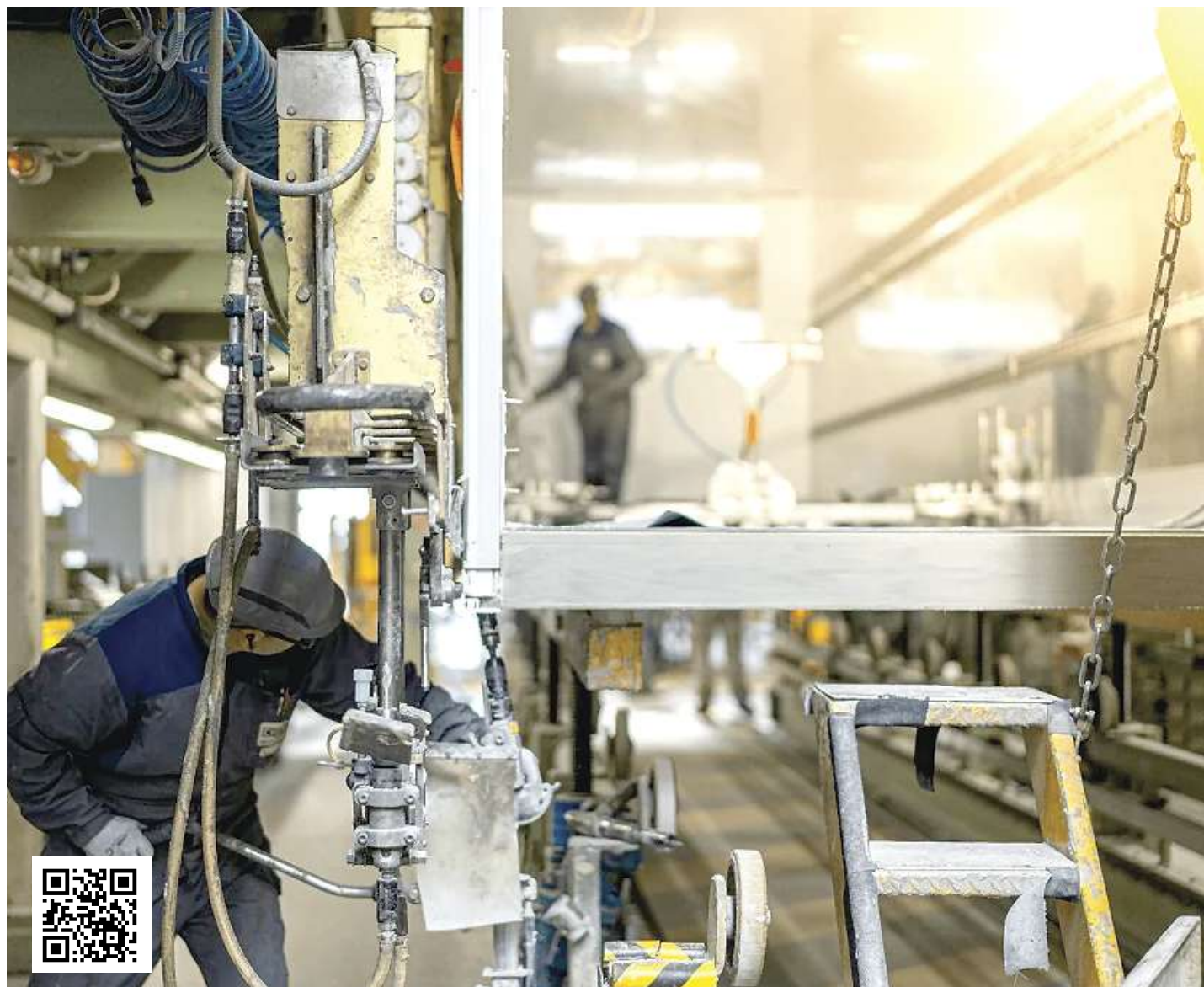
OBJECTIF DE SONATRACH
**Produire 160 mds
m3 par an de gaz à
long terme**

Par A. M. P 7

AUGMENTATION DU TAUX D'INTÉGRATION À 40%

Un soutien accru à la sous-traitance recommandé

L'Algérie est engagée dans une dynamique de transformation industrielle visant à porter le taux d'intégration de son industrie à 40 %. Cet objectif sera mis en lumière lors du prochain salon de la sous-traitance, qui se tiendra du 2 au 5 octobre 2024 à Alger et réunira 120 entreprises et professionnels, tant publics que privés, civils et militaires. Kamel Agsous, Président des Bourses de Sous-Traitance, a déclaré à la presse nationale que cet événement crucial servira de plateforme pour discuter des stratégies nécessaires afin d'atteindre cet objectif, conformément aux directives des pouvoirs publics. P 3



SOMMET DE LA VOIX DU SUD
**Faid plaide pour une
architecture financière
plus inclusive**

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a plaidé, avant-hier, lors de sa participation aux travaux du 3ème Sommet de la Voix du Sud, pour une architecture financière internationale plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, indique un communiqué du ministère.

P 2

CAMPAGNE ÉLECTORALE

**Les candidats investissent
le terrain**

Au quatrième jour de la campagne électorale de l'élection présidentielle du 7 septembre, les trois candidats, en l'occurrence, Youcef Aouchiche, candidat du FFS, Abdelmadjid Tebboune, candidat indépendant, et Abdelali Hassani Cherif, candidat du MSP, investissent le terrain dans le but de convaincre les 24 millions électeurs, en leur expliquant les grands axes de leurs programmes électoraux.

P 5

TOSYALI ALGÉRIE RÉALISE UN
EXPLOIT HISTORIQUE
**Exportation de 25 000
tonnes de tôles d'acier**



Le groupe Tosyali Algérie a marqué un tournant historique en annonçant le premier export de tôles d'acier dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Réalisée début août, cette opération représente une étape majeure pour l'industrie métallurgique du pays, soulignant les avancées significatives de l'Algérie dans la production et l'exportation de produits sidérurgiques.

P 2

EL BAYADH

**Vers la réalisation
de trois mini-zones
d'activités** P 3

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

**Un modèle de
développement durable et
de résilience climatique** P 3

PROMOTION DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

**Merabi souligne
l'importance stratégique
de la communication** P 4

EL BAYADH

Vers la réalisation de trois mini-zones d'activités

La wilaya d'El Bayadh a bénéficié d'une opération de réalisation de trois mini zones d'activités en faveur des jeunes porteurs de projets, a-t-on appris du directeur de wilaya de l'Industrie, Bencherik Ahmed. "Cette opération de développement sera concrétisée dans les communes de Chellala, Boualem et Brizina, dans le cadre des efforts de l'Etat visant à fournir des conditions d'investissement opportunes et l'accompagnement des jeunes porteurs de projets dans différents domaines, ainsi que la création de richesse générant des postes d'emploi", a indiqué M. Bencherik à l'APS. Les formalités du choix des terrains et d'études ont été achevées, alors que l'opération est actuellement en cours d'achèvement concernant les procédures du choix des entreprises de réalisation et du suivi, en vue du lancement des travaux, qui porteront sur la réalisation des voiries, des différents réseaux d'électricité, d'AEP, d'assainissement, ainsi qu'un réseau de fibre optique et autres travaux d'aménagement, selon la même source. Chaque zone d'activités sera réalisée sur une superficie de 3 hectares, alors que le porteur du projet bénéficiera d'une assiette foncière d'une surface variant entre 200 et 500 mètres carrés, a-t-on ajouté. Par ailleurs, les travaux de réalisation d'une mini zone d'activités sont en cours dans la commune de Boussemghoun, couvrant une superficie de 9 ha, dont les travaux enregistrent un taux d'avancement de 55 pc et devra être réceptionnée au premier semestre de l'année prochaine. Ces espaces dédiés à l'investissement s'ajouteront à trois autres zones d'activités situées dans les communes d'El Bayadh, Bougtob et Labiodh Sidi Cheikh d'une superficie globale de 100 ha, outre une zone industrielle dans la commune de Rogassa (150 m2) dont les travaux de réalisation tirent à leur fin, en plus d'avoir été dernièrement raccordée au réseau électrique.

SOMMET DE LA VOIX DU SUD

Faid plaide pour une architecture financière plus inclusive

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a plaidé, avant-hier, lors de sa participation aux travaux du 3ème Sommet de la Voix du Sud, pour une architecture financière internationale plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, indique un communiqué du ministère.

Synthèse S R.

Lors de son intervention, par vidéo-conférence, M. Faid a relevé qu'il était indispensable de réformer l'architecture financière internationale pour qu'elle soit plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, devenant ainsi, un véritable levier de transformation sociale et environnementale», précise la même source. Dans ce sens, le ministre a souligné «qu'une finance mondiale centrée sur les personnes n'est pas seulement un objectif noble, mais c'est aussi une nécessité impérieuse pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) et pour construire un avenir meilleur pour tous, où personne n'est laissé pour compte». Il a, à cet égard, rappelé que «les pays du Sud se trouvent à un carrefour décisif face aux défis globaux du développement durable». «Plus que jamais, il est devenu indispensable de repenser les paradigmes

traditionnels de la finance mondiale, qui ont souvent privilégié une croissance économique déconnectée des réalités sociales et environnementales», a-t-il encore soutenu. Et d'ajouter: « Notre objectif doit être clair : replacer l'humain au cœur de toutes nos initiatives financières». Pour cela, le ministre des Finances a affirmé «qu'il devient crucial de mobiliser des ressources non seulement suffisantes, mais aussi accessibles et équitables». «Ces ressources doivent être orientées vers la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités et la réponse aux urgences climatiques», a-t-il développé. Sur un autre plan, Faid a souligné que l'accès aux technologies propres et durables demeure «une autre priorité pour les pays du Sud». Pour y parvenir, il est essentiel, a-t-il insisté, de faciliter l'accès à des financements à faible coût pour les projets d'énergie renouvelable et d'innovation technologique locale. Le ministre a, dans ce sens, appelé ses homologues participant à ce sommet «à travailler collectivement pour

bâtir un nouveau paradigme de développement international, fondé sur l'inclusion, l'équité et la solidarité, garantissant que les bénéfices du développement profitent à l'ensemble des populations des pays du Sud». Placé sous le thème «Un Sud mondial habilité pour un avenir durable», les travaux du 3ème Sommet de la Voix du Sud, tenus en Inde, ont réuni une vingtaine de pays du Sud dans son segment réservé aux ministres des Finances, dédié à la problématique : «une finance mondiale par une approche centrée sur les personnes», selon le communiqué. Cet évènement a constitué une occasion pour «un partage des points de vue sur plusieurs thématiques en lien avec les défis posés par les fluctuations liées à la conjoncture mondiale, notamment celles liées à la dette dans les pays en développement, l'accès aux financements à faible coût, la réforme des banques multilatérales de développement et l'inclusion financière», ajoute la même source.

ORAN

Plus de 7.600 nouveaux étudiants orientés vers l'Université d'Oran-1

Plus de 7.600 nouveaux bacheliers (session 2024) ont été orientés vers l'Université d'Oran-1 "Ahmed Benbella", a-t-on appris de cet établissement d'enseignement supérieur. Quelque 7.621 nouveaux bacheliers ont été orientés vers les différentes facultés et structures de formation de l'Université d'Oran-1, via la plateforme "Progress" mise à la leur profit par le ministère de l'Enseignement supérieur

et de la Recherche scientifique pour l'accomplissement de toutes les procédures d'inscription et d'orientation, a précisé la cellule de communication de cet établissement universitaire. Ce nombre représente un accroissement de 1.200 étudiants, en comparaison avec l'effectif enregistré durant l'année universitaire écoulée, qui a vu l'inscription de 6.424 nouveaux étudiants dans cette université, a fait observer la même

source. La cellule de communication a indiqué, dans ce contexte, qu'au départ 6.000 places pédagogiques avaient été réservées aux nouveaux étudiants, ajoutant que "la forte demande a amené les responsables chargés de l'opération à réviser à la hausse le nombre d'étudiants devant être admis dans les diverses spécialités de l'Université". Par ailleurs, six nouvelles spécialités d'enseignement dans le cycle Master ont été

validées cette année, a fait savoir la même source, indiquant qu'il s'agit de trois spécialités ouvertes au niveau de la faculté des sciences sociales et des sciences islamiques, de deux autres spécialités, à savoir "histoire de la résistance et du mouvement national algérien" et "histoire et civilisation du Machrek islamique", outre celle relative à "l'histoire islamique", prévue au niveau de la section "civilisation".

TOSYALI ALGÉRIE RÉALISE UN EXPLOIT HISTORIQUE

Exportation de 25 000 tonnes de tôles d'acier

Par Mourad R.

Le groupe Tosyali Algérie a marqué un tournant historique en annonçant le premier export de tôles d'acier dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Réalisée début août, cette opération représente une étape majeure pour l'industrie métallurgique du pays, soulignant les avancées significatives de l'Algérie dans la production et l'exportation de produits sidérurgiques. Tosyali Algérie, une joint-venture entre des partenaires algériens et turcs, est spécialisée dans la fabrication de produits en acier et en fer. L'entreprise s'est imposée comme un acteur clé dans l'industrie sidérurgique grâce à ses installations modernes et ses capacités de produc-

tion avancées. Le groupe a récemment franchi une étape décisive en expédiant une première cargaison de tôles d'acier pesant 25 000 tonnes vers les marchés internationaux. Cet envoi d'acier en août 2024 est le résultat d'un long processus de préparation et de développement, s'inscrivant dans une stratégie visant à positionner l'Algérie comme un fournisseur compétitif sur le marché mondial de l'acier. Cette étape marque la concrétisation d'un projet ambitieux, débuté il y a plusieurs années, qui a impliqué la construction de nouvelles infrastructures et l'amélioration des technologies de production au sein des usines de Tosyali. L'exportation de cette cargaison s'inscrit dans un contexte de croissance soutenue des capacités de production de

Tosyali Algérie. La société avait précédemment effectué une première expédition en mai 2024, qui a servi de test pour les processus logistiques et le renforcement des relations avec les clients internationaux. L'expédition d'août représente une avancée majeure dans l'ambition de Tosyali Algérie de se faire une place sur le marché mondial avec des produits de haute qualité. Le succès de cette première exportation illustre la compétitivité croissante de l'industrie sidérurgique algérienne et démontre la capacité du pays à développer et à exporter des produits de valeur ajoutée. Cela contribue à diversifier son économie et à renforcer ses échanges commerciaux internationaux. À travers des initiatives comme celle de Tosyali, l'Algérie affirme sa volonté de

jouer un rôle actif dans l'économie mondiale tout en soutenant la croissance de ses capacités industrielles. Cet événement marque également un tournant pour le secteur sidérurgique algérien, offrant de nouvelles perspectives d'exportation et de collaboration avec des partenaires internationaux. Le groupe Tosyali continue d'investir dans l'amélioration de ses processus de production et l'expansion de ses capacités pour répondre à une demande croissante et consolider sa présence sur les marchés étrangers. Cette réalisation reflète un engagement stratégique visant à faire de l'Algérie un acteur clé dans le domaine de la sidérurgie mondiale, tout en favorisant le développement industriel interne.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AUGMENTATION DU TAUX D'INTÉGRATION À 40%

Un soutien accru à la sous-traitance recommandé

L'Algérie est engagée dans une dynamique de transformation industrielle visant à porter le taux d'intégration de son industrie à 40 %. Cet objectif sera mis en lumière lors du prochain salon de la sous-traitance, qui se tiendra du 2 au 5 octobre 2024 à Alger et réunira 120 entreprises et professionnels, tant publics que privés, civils et militaires. Kamel Agsous, Président des Bourses de Sous-Traitance, a déclaré à la presse nationale que cet événement crucial servira de plateforme pour discuter des stratégies nécessaires afin d'atteindre cet objectif, conformément aux directives des pouvoirs publics.

Par Mourad A.

Pour surmonter les défis actuels et dynamiser la croissance économique, l'industrie algérienne doit impérativement se réinventer. Cela implique de promouvoir l'expansion des secteurs clés tels que la mécanique, l'industrie pharmaceutique et l'électroménager, dont la fabrication de réfrigérateurs et de machines à laver a déjà montré des progrès significatifs. Cependant, avec une contribution actuelle de seulement 5 % au PIB, l'industrie algérienne nécessite une profonde transformation. Kamel Agsous a souligné que cette transformation doit passer par un soutien accru à la sous-traitance et une augmentation du nombre d'entreprises dans ce secteur. Actuellement, environ 1 200 entreprises sont engagées dans la sous-traitance, avec un potentiel de croissance pouvant atteindre 2 000, ce qui constituerait un levier crucial pour atteindre le seuil d'intégration visé. Concernant le secteur de la mécanique, des progrès significatifs ont été réalisés, offrant des solutions de plus en plus locales pour les pièces de rechange, un atout crucial alors que l'industrie automobile redémarre en Algérie. Des entreprises comme le complexe mécanique "AGM", Sonatrach et Cital, constructeur de tramways à Annaba, sont des exemples de réussite, ayant atteint des niveaux élevés

d'intégration. Sonelgaz se distingue également en tant qu'acteur majeur, consommant et produisant des pièces de rechange en collaboration avec les sous-traitants. En visant une augmentation significative du taux d'intégration industrielle, l'Algérie entend non seulement diminuer sa dépendance vis-à-vis des importations, mais aussi limiter l'évasion de devises vers l'étranger. Cette stratégie est cruciale pour renforcer l'autonomie économique du pays et stimuler la croissance interne. Le Salon de la sous-traitance, prévu pour octobre, abordera ces enjeux essentiels, offrant une plateforme pour discuter des mesures nécessaires pour atteindre cet objectif ambitieux. Au-delà de la réduction des importations, le salon explorera des sujets connexes, tels que le recyclage et la révolution industrielle 4.0. La révolution industrielle 4.0, qui se caractérise par l'intégration de la numérisation et des technologies de pointe dans les processus de production, représente un levier important pour moderniser le secteur industriel. Cette transformation numérique promet d'optimiser les chaînes de valeur, d'améliorer l'efficacité et d'accroître la compétitivité des entreprises locales. Parallèlement à ces développements technologiques, le respect des lois et règlements en vigueur est crucial pour garantir un cadre réglementaire stable et propice à l'investissement. Une attention particu-

lière sera portée à l'alignement des pratiques industrielles avec les normes légales et environnementales. De plus, le développement du tissu industriel national nécessitera une intensification de la collaboration entre les différents acteurs économiques. Les accords stratégiques entre les complexes industriels et les sous-traitants seront essentiels pour renforcer cette coopération, favoriser les synergies et maximiser les bénéfices de la transformation industrielle. Le Président des Bourses de Sous-Traitance a souligné l'importance de ces aspects dans la réussite de la stratégie d'intégration. En favorisant une approche coordonnée et en promouvant des pratiques industrielles responsables, l'Algérie vise à construire un secteur industriel résilient, innovant et durable, capable de répondre aux défis économiques actuels et futurs. Pour rappel, Ali Aoun, ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, a réitéré l'importance de la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat dans ce processus. Celle-ci joue un rôle crucial en abordant les préoccupations liées à la coopération entre les complexes industriels publics et en coordonnant avec d'autres secteurs. Cet effort national s'inscrit dans une démarche visant à renforcer l'industrie locale, augmenter la capacité de production nationale et réduire la dépendance aux importations.

PRIX DES PRODUITS AVICOLES
DURANT LE DEUXIÈME TRIMESTRE
2024**En baisse de 20%
en moyenne**

Les prix des produits avicoles (poulet de chair et œufs de consommation) ont enregistré des baisses importantes aux différents stades de la production au détail, notamment durant le mois de juin où les prix ont connu un recul important de 20 % en moyenne au niveau des élevages. C'est ce qu'a indiqué l'observatoire des filières avicoles algériennes de l'Institut national d'élevage l'Institut national d'élevage (ITLEV) sa dernière note de conjoncture produits et intrants avicoles.

Selon une comparaison trimestrielle (2. T. 2024 / 1. T. 2024), « nous relevons des tendances à la baisse des prix du poulet de chair aux différents stades, de la production jusqu'au prix de détail. Ainsi on a enregistré une diminution de l'ordre de 18 % au niveau de la production, de l'abattage et du détail », indique la même source.

Idem pour l'œuf de consommation, « des tendances à la baisse des prix des œufs aux différents stades. Un recul des prix de 28 % et 25 % respectivement au stade de la production et du détail. Par ailleurs, et selon une comparaison annuelle (2. T. 2024 / 2. T. 2023), un recul des prix aux divers stades de la production au détail a été enregistré, avec une baisse de 15% au niveau de la production et 17 % au niveau de l'abattage et 16 % pour le détail.

S'agissant des prix à la consommation « poulet vidé », un recul de 19% a été enregistré entre les mois d'avril et juin. Comme signalé auparavant, la baisse des prix des viandes blanches enregistrée durant les mois de mai et juin est due principalement à une offre importante de poulet et aussi l'approvisionnement des marchés en viandes rouges importées en grande quantité depuis le début de l'année en cours, explique la même source. Les prix affichés ont été plafonné et restent concurrentiels par rapport aux viandes blanches, ce qui a incité de nombreux consommateurs à opter pour les viandes importées. Concernant les prix à la production (poulet vif) sortie poulailler, ils ont enregistré des baisses importantes par rapport au premier trimestre 2024 et notamment durant le mois de juin. En effet, un décroissement des prix de l'ordre de 20 % entre les mois d'avril et juin a été relevé et une baisse de 18% par rapport au premier trimestre 2024.

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

Un modèle de développement durable et de résilience climatique

Synthèse Sirine R.

Conçu dans une approche souple, offrant des opportunités économiques et constituant un rempart contre les défis climatiques, le projet pionnier de réhabilitation du barrage vert est une réponse stratégique pour faire face aux impacts des changements climatiques et renforcer la résilience des populations. Au-delà de porter la couverture forestière à 4,7 millions d'hectares avec le reboisement de 400.000 ha d'ici 2027, le projet illustre un modèle de développement durable, alliant protection de l'environnement et amélioration des conditions de vie des populations locales. Depuis le coup d'envoi de sa première phase, donné par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 29 octobre 2023, à partir de la région d'El Maalba, dans la wilaya de Djelfa, le barrage vert avance et progresse sur plusieurs niveaux et sa plateforme numérique est attendue pour 2025. Dans un entretien accordé à l'APS, la sous directrice du barrage vert, zones steppiques et sahraouies, à la Direction générale des forêts (DGF), Ratiba Arbadi, affirme que la nouvelle vision du projet du barrage vert, sur orientations du pré-

sident de la République, ne se limite pas à la reforestation mais passe essentiellement par l'intégration des essences adaptées à la nature des terres et aux conditions climatiques changeantes, tout en favorisant l'exploitation durable des ressources forestières dans une action prise en concertation avec les populations locales.

Un budget de 75 millions DA mobilisés

Elle ajoute que la nouvelle vision du barrage vert associe également les jeunes aux différentes actions liées à ce mégaprojet à travers des marchés dédiés à la plantation, l'entretien et le suivi des surfaces reboisées, outre les marchés annexes d'ouverture des pistes forestières ou encore la mobilisation des ressources hydriques. En chiffres, Mme Arbadi souligne qu'en 2023, le plan d'action de reboisement a ciblé 18.000 ha, alors que pour 2024, une surface de 11.000 ha a été mobilisée pour la plantation, indiquant que pour la période 2023-2030, un budget de 75 millions DA a été mobilisé pour les actions inscrites. "Nous avons opté dans le cadre d'un plan d'action multi-institutionnel pour la plantation d'essences économiques et rustiques, résistant à la séche-

resse et à croissance rapide, telles que le caroubier, l'olivier et le pistachier", explique-t-elle. Mme Arbadi a relevé qu'à Khenchela par exemple, l'une des 13 wilayas concernées par ce projet, une nouvelle idée a été introduite avec la plantation d'une bande de 909 ha d'olivier, à la lisière de Oued Larab, une zone marquée par une activité agricole importante, dans un projet confié aux jeunes agriculteurs pour entretien et exploitation, et dont l'objectif est de conforter l'activité phare de la région et contribuer à créer des postes d'emploi. Dans la même wilaya, et à la demande des riverains, les 100 ha initialement désignés pour la plantation de l'espèce fourragère atriplex, ont été remplacés par la figue de barbarie, a noté la même responsable, mettant en avant un savoir-faire local dans la culture de ce fruit et la transformation de ses produits dérivés.

**Des résultats plus que satisfaisants
dans la fixation des dunes**

S'agissant des actions entreprises pour consolider la résilience des populations face aux changements climatiques et la désertification dans les régions pastorales,

Mme Arbadi a avancé que les premières opérations de fixation des dunes, à travers la régénération du tapis végétal dans la région de Mesrane dans la wilaya de Djelfa, ont donné des "résultats très positifs". Elle a rappelé qu'un programme spécial de fixation des dunes à l'intérieur et aux limites du barrage vert a été ficelé pour les wilayas de Djelfa, M'sila, Naâma, El Bayadh, et Laghouat. En parallèle, des "mises en défens" visant le renforcement de la structure du sol et la protection des plantations en développement contre le déchaussement ont été installées dans les régions pastorales. Cette technique cible actuellement 200 ha à Batna et 6.000 ha à Laghouat. Aussi, dans le cadre des orientations visant la numérisation du secteur agricole, le projet de réhabilitation du barrage vert est actuellement en cours de numérisation. «La plateforme est actuellement à plus de 70% de taux d'avancement, elle sera fonctionnelle au plus tard en 2025», a fait savoir la responsable à la DGF, assurant que cette plateforme permettra «le suivi instantané et permanent des phases de réalisation des programmes, en sus du contrôle et l'évaluation des actions entreprises».

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Sept décès et 253 blessés en 24 heures

Sept (7) personnes sont décédées et 253 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilaya du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, avec 2 décès et 68 blessés, suite à deux accidents causés par deux bus de transport de voyageurs. Le premier accident a eu lieu sur la RN 60 au lieu dit Harreche Machta, dans la commune d'El M'Hir, alors que le second a eu lieu sur la route du village Hachachna, dans la commune Thania El Naser, note le communiqué. Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile de la wilaya de Tamanrasset ont repêché le corps d'un enfant de 10 ans, décédé au lieu dit Gataa El Oued, dans la commune et daïra de Tamanrasset, ainsi que ceux d'un adolescent âgé de 16 ans et d'un enfant de 8 ans, dans une mare d'eau, au lieu dit Tafsite, dans la commune et daïra de Tamanrasset. Les secours de la Protection civile sont également intervenus dans la wilaya de Aïn Témouchent, suite à l'effondrement d'un mur de clôture d'une maison, ayant causé le décès d'une personne et des blessures à une autre, au lieu dit Haï El Djadid, dans la commune et daïra d'Ain El Kahil. D'autre part, le dispositif de surveillance des plages a procédé à 1251 interventions pour le sauvetage 943 personnes de noyade certaine, dont 251 personnes ont été prises en charge sur place et 56 ont été évacuées, indique le communiqué, notant que les deux (2) personnes signalées portées disparues dans les wilayas d'Alger et Jijel, ont été repêchées décédées.

SEAAL

Réouverture de l'agence clientèle de Bouzareah

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a procédé, dimanche, à la réouverture de l'agence clientèle de Bouzareah (Alger), après l'avoir rénovée, a indiqué un communiqué de la société. L'opération de rénovation a concerné "une grande salle d'attente climatisée et un système électronique de gestion des files d'attente", en vue d'accueillir les clients dans de bonnes conditions. L'agence rénovée propose plusieurs prestations, notamment l'ouverture et la clôture des comptes clients, le paiement des factures (en espèce et électronique), la demande de renseignements sur les factures et la consommation, le dépôt de nouvelles demandes d'abonnement, l'ajustement des abonnements actifs, le signalement des pannes et les demandes de maintenance. L'agence fournit également des renseignements sur les programmes de rationalisation de la consommation de l'eau et des consultations concernant les nouveaux projets commerciaux et d'habitation, selon le communiqué, qui a précisé que les chargés clients ont "suivi une formation sur les dernières techniques et les meilleures

pratiques pour servir, au mieux, les clients et leur assurer une expérience fluide et efficace". La directrice de l'agence a indiqué, à cette occasion, que "la réouverture de l'agence de Bouzareah après l'avoir rénovée reflète l'engagement de la société à améliorer constamment ses services". "Nous nous employons à répondre efficacement aux besoins de notre clientèle" a-t-elle rassuré, affirmant que "ces améliorations contribueront grandement à améliorer la satisfaction client". Par ailleurs, la SEAAL a appelé, à travers son communiqué, ses clients résidents à la circonscription administrative de Bouzareah, à bénéficier des prestations de cette agence, qui sera ouverte de dimanche à jeudi, de 8h jusqu'à 16h30. La réouverture de l'agence s'est déroulée en présence du wali délégué de circonscription administrative de Bouzareah, Bettoui Abdelkrim, du Directeur général de SEAAL, Lyes Mihoubi, du Président du Conseil d'administration de la SEAAL, Hocine Zaier, et du président de la Fédération Hydraulique, Bachir Zaïou.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PROMOTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Merabi souligne l'importance stratégique de la communication

Dans le cadre de l'initiative visant à renforcer l'attractivité de la formation professionnelle, des programmes de formation seront prochainement lancés pour améliorer les compétences en création de contenu, en rédaction journalistique, et en marketing digital.

Par Mourad A.

Ces formations ont pour objectif d'optimiser la présence médiatique du secteur, un aspect crucial pour augmenter sa visibilité et attirer davantage de candidats, comme l'a indiqué Yacine Merabi, ministre de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, lors d'une rencontre avec les directeurs régionaux du secteur, organisée hier par visioconférence. Ce rendez-vous, portant sur « l'importance stratégique de la communication dans le secteur de la formation professionnelle », visait à examiner le rôle clé que les médias peuvent jouer dans la promotion de cette filière, notamment auprès des jeunes, tout en préparant la rentrée de formation prévue pour octobre 2024. Le ministre a souligné la



nécessité d'élaborer un plan médiatique national pour valoriser les programmes de formation et les nouvelles spécialités, en phase avec les évolutions économiques du pays. Il a également insisté sur l'importance d'utiliser efficacement les médias modernes pour influencer les comportements sociaux et corriger les perceptions erronées de la formation professionnelle, souvent perçue comme une option secondaire par rapport à l'enseignement général. Yacine Merabi a appelé à une distinction claire entre

les équipes de communication et celles chargées de la digitalisation, en soulignant que, bien que chaque domaine ait des objectifs distincts, une collaboration harmonieuse est essentielle. Les directeurs régionaux sont invités à créer des cellules de communication en coordination avec l'équipe centrale pour garantir une diffusion cohérente et efficace des messages. Il est crucial de produire un contenu pertinent et de superviser les pages médiatiques locales afin d'assurer une communication uniforme et positive.

En somme, la communication joue un rôle stratégique crucial dans le secteur de la formation professionnelle, façonnant les perceptions et attirant les jeunes vers des parcours souvent mal compris. Une stratégie de communication efficace permet non seulement de mettre en lumière les opportunités offertes par la formation professionnelle, mais aussi de valoriser les réussites et d'adapter les offres de formation aux besoins économiques actuels.

Elle est ainsi essentielle pour garantir une adéquation optimale entre les compétences développées et les exigences du marché du travail. Le ministre Merabi a exprimé ses vœux de succès pour cette initiative et a appelé à une utilisation optimale des outils médiatiques pour accroître la visibilité du secteur et attirer davantage de candidats à la formation professionnelle. Une communication bien structurée et coordonnée est donc fondamentale pour valoriser les avantages de la formation professionnelle et préparer efficacement la rentrée à venir.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصناديق
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 18Août 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	88	108	68	البطاطا
	Tomate	65	77	53	الطماطم
	Oignon sec	43	49	36	البصل الجاف
	Ail sec	353	412	295	الثوم الجاف
	Carotte	74	83	66	الجزر
	Navet	103	114	92	لفت
	Poivron	101	115	88	الفلفل الأخضر
	Piment	118	133	102	الفلفل الحار
	Courgette	94	104	84	الكوسة
	Haricot vert	205	227	182	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	99	111	87	الطس
					خضر طازجة
Fruits frais	Pomme locale	395	500	290	التفاح المحلي
	Datte	559	681	437	التمر
	Melon	102	113	90	البطيخ الأصفر
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الأحمر
	Poire	389	453	326	الإجاص
	Raisin	233	302	163	العنب
Produits d'origine animale	Banane	396	410	382	الموز
	Viande bovine locale	1793	1931	1654	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	492	505	479	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	الببيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني



Election présidentielle 07/09/2024

Les candidats investissent le terrain

Au quatrième jour de la campagne électorale de l'élection présidentielle du 7 septembre, les trois candidats, en l'occurrence, Youcef Aouchiche, candidat du FFS, Abdelmadjid Tebboune, candidat indépendant, et Abdelali Hassani Cherif, candidat du MSP, investissent le terrain dans le but de convaincre les 24 millions électeurs, en leur expliquant les grands axes de leurs programmes électoraux.

Par Sirine R/Agence

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre, M. Abdelali Hassani Cherif, a affirmé, hier à Mila, qu'il s'engagerait à réunir toutes les conditions encourageant les jeunes à investir dans le secteur agricole. Lors d'une activité de proximité dans la commune de Grarem Gouga, Hassani Cherif a précisé que son programme « vise à construire une économie diversifiée et solide par l'exploitation des grandes richesses que recèlent différentes wilayas du pays », affirmant que « s'il remporte l'élection, il s'engagera à réunir toutes les conditions encourageant les jeunes à investir dans le secteur agricole et à créer leurs propres entreprises ». « La wilaya de Mila est connue pour sa production de blé, de légumes et de fruits et possède les ressources nécessaires pour développer le secteur agricole et booster l'économie nationale », a-t-il dit. Entre autres les engagements du candidat du MSP, « la lutte contre la corruption et la bureaucratie, l'exploitation optimale des richesses de notre pays et l'association de la nouvelle génération dans la gestion des affaires du pays ». Lors d'une autre activité de proximité dans la commune de Mila, M. Hassani Cherif a rappelé que la wilaya « dispose de multiples capacités lui permettant de contribuer au développement à travers des projets visant à réaliser la stabilité économique et sociale, mais il y a de nombreuses lacunes nécessitant des solutions urgentes pour répondre aux besoins des citoyens ». A cette occasion, il a affirmé que son programme électoral accordait une grande importance à la jeunesse, notamment à travers « la mobilisation des structures nécessaires pour accueillir cette catégorie et la protéger des fléaux sociaux, tout en lui assurant des postes d'emploi par la relance de projets dans toutes les wilayas, conformément au principe de répartition équitable des richesses et d'égalité des chances, loin du régionalisme et de la bureaucratie ». Pour sa part, le candidat du FFS, Youcef Aouchiche, a affirmé, dimanche depuis la wilaya de Aïn Defla, que sa participation à



cette échéance venait en réponse à l'appel de la patrie, appelant les Algériens à y participer massivement pour choisir leur président. Animant un meeting dans la ville de Miliana, le candidat Aouchiche a souligné l'importance de cette échéance électorale « dans le contexte actuel », soutenant que « le FFS a toujours été à l'avant-garde de la défense de la patrie, convaincu que rien n'est plus précieux que la souveraineté et l'unité nationales ». Il a en outre précisé qu'il ambitionnait de « réaliser un changement pacifique et progressif », appelant à nouveau les citoyens à « participer massivement au rendez-vous du 7 septembre » et à « ne pas céder aux discours défaitistes entretenus par certaines parties ». Mettant en avant les grands axes de son programme électoral, le candidat du FFS a souligné que « le renforcement de l'unité nationale est tributaire de la consolidation du front intérieur, qui passe, a-t-il dit, par la prise en charge des préoccupations des citoyens et leur association à la gestion des affaires du pays ». Par ailleurs, plusieurs activités et meetings ont été organisés par plusieurs partis politiques en faveur du candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune. Le président du mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina,

a appelé, dimanche à Tébessa, à voter en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune afin que les projets structurants lancés au cours de son premier mandat soient parachevés. Animant une rencontre de proximité dans la localité de Bled El Hadba, M. Bengrina a souligné que l'élection du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune « lui permettra de poursuivre la réalisation des projets structurants entamés lors de son premier mandat, en particulier le grand projet de phosphate intégré de Bled El Hadba et celui de la mine de Gara Djebilet et d'autres projets de première importance ». Le président du mouvement El-Bina a ajouté dans ce contexte que le soutien du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune par le peuple, « permettra aussi au pays de poursuivre la construction d'une économie forte, à même de favoriser la diversification des sources de revenus hors hydrocarbures ». Bengrina a conclu son activité de proximité en appelant les citoyens à se rendre massivement aux urnes, le 7 septembre, et à choisir le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune. Le président du Front El Moustakbal, Fateh Boutbig, a affirmé avant-hier depuis Sétif que le vote en

faveur du programme du candidat indépendant à la présidentielle du 7 septembre, M. Abdelmadjid Tebboune, « consolidera le processus des réformes et d'édification d'une Algérie puissante ». Il a indiqué que sa formation politique soutient M. Tebboune parce qu'« il est parvenu durant son premier mandat à renforcer la place des jeunes et jeter les fondements d'un système sociopolitique sur des bases claires et équilibrées ».

Le CSJ sensibilise les jeunes à Tizi-Ouzou pour un vote massif

Une campagne de sensibilisation visant à inciter les jeunes à s'impliquer activement dans la vie politique en votant massivement lors de la présidentielle du 7 septembre prochain, est en cours à Tizi-Ouzou, initiée par les représentants locaux du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ). Placée sous le slogan "Haya Chabab" (Allez les jeunes), cette campagne de proximité est menée à travers les villages et quartiers de la wilaya, l'université et les résidences universitaires, ainsi qu'en direction des adhérents aux clubs sportifs et organisations de la société civile, afin d'inciter les jeunes à voter massivement le 7 septembre, a indiqué à l'APS Akila Hamas, membre du CSJ. "Ces dernières années, et à la faveur des dernières lois et décisions en faveur d'une implication plus effective des jeunes dans la vie politique nationale, l'intérêt de cette frange de la société à l'action politique a pris de l'ampleur et s'est traduit concrètement par sa forte présence aux différentes assemblées élues", a-t-elle noté. Mme Hamas a observé en outre que la jeunesse algérienne "a une conscience politique aiguisée et connaît les défis auxquels fait face le pays. Nous l'encourageons à s'impliquer dans la campagne électorale et à assister aux meetings des trois candidats à la présidentielle et de leurs représentants afin de débattre de leurs programmes en vue de mieux les assimiler". Le but recherché par cette campagne est une forte participation au vote le 7 septembre, a conclu la membre du CSJ.

OUARGLA

Rencontres de proximité pour sensibiliser à une forte participation au vote

Des associations locales et formations politiques de la wilaya d'Ouargla se sont déployés depuis le début de la campagne électorale pour la présidentielle du 7 septembre, jeudi dernier, sur le terrain à travers des rencontres de proximité pour sensibiliser les citoyens sur l'importance de la forte participation au vote. Ces actions ont été marquées par l'organisation, samedi à la zaouïa "Lalla Mansoura" du Ksar d'Ouargla, d'une rencontre animée par des représentants de la société civile et des jeunes de l'antique Ksar, lors de laquelle ils ont invité les citoyens à participer massivement au vote, à s'acquitter de leur devoir civique en vue

de contribuer à la prise en charge de leurs aspirations, notamment en matière de développement. La rencontre a permis aussi aux participants de mettre en évidence et faire le point sur les importants acquis et réalisations durant les cinq dernières années. De leur côté, les représentants du Mouvement d'El-Bina ont animé une rencontre au quartier de Bouamer (commune d'Ouargla), pour exhorter les citoyens à se rendre massivement aux urnes, a indiqué le représentant d'El-Bina, Mohamed Guettaï. Le même responsable a estimé que ces actions de proximité constituent une occasion pour amener à une plus grande prise de conscience des

jeunes et au développement de leur sens de la citoyenneté, les encourageant à s'impliquer à l'action politique pour contribuer à la concrétisation de leurs aspirations. Dans ce cadre, les permanences des trois candidats en lice pour la prochaine élection s'emploient à se rapprocher des citoyens des différents quartiers et cités d'Ouargla pour les sensibiliser sur l'importance de la prochaine élection, ont fait savoir des responsables locaux de ces permanences. L'Autorité nationale indépendante des élections fait état de la désignation de six (6) salles publiques et de nombreux sites d'affichage pour les besoins de la campagne électorale.

EL TARF

**Démantèlement
d'un réseau criminel
d'organisation de
traversées
clandestine par mer**

La brigade de sécurité et d'investigation des services de la gendarmerie nationale à Echatt (El Tarf) a démantelé un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de traversées d'émigration clandestine par mer, a-t-on indiqué samedi dans un communiqué de ces services. Exploitant des informations relatives sur l'organisation par un groupe de personnes d'une traversée clandestine imminente par mer depuis une des plages de la commune d'Echatt ou de Berrihane, la brigade a lancé le plan de lutte contre le phénomène d'émigration clandestine, a précisé le communiqué. Après coordination avec les unités de garde-côtes d'El Kaka et d'Annaba, trois embarcations ont été interceptées au large de la localité d'Ain Torech de la commune de Berrihane, selon le communiqué qui a ajouté qu'après avoir aperçu les garde-côtes, les personnes qui se trouvaient sur ces embarcations ont pris la fuite et regagné la plage où elles ont été arrêtées par les éléments de brigade de sécurité et d'investigation. L'opération a donné lieu à l'arrestation de 7 personnes âgées entre 20 et 46 ans et la saisie de trois embarcations de fabrication artisanale, 10 bidons d'essence de 20 et 30 litres, deux moteurs 40 chevaux, un appareil GPS, 7 téléphones portables et des gilets de sauvetage, selon le document. Un dossier judiciaire a été établi contre les membres de ce réseau en vertu duquel ils ont été présentés devant la justice, a-t-on indiqué.

ORAN

**Lancement d'un
projet de réservoir
d'eau au pôle urbain
"Ahmed Zabana"**

Un projet de réalisation d'un réservoir d'eau de 1000 mètres cubes pour renforcer l'approvisionnement en eau potable, a été lancé au niveau du nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana", a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau. La directrice locale du secteur, Nassima Tahri a souligné que l'expansion urbaine au niveau du pôle "Ahmed Zabana", suite au relogement au cours des dernières années, a nécessité le renforcement de l'alimentation en eau potable, signalant l'inscription d'un projet de réservoir haut de 76 mètres. Ce projet, enregistré en 2023 et doté d'une enveloppe financière de 300 millions DA, comporte également la réalisation de 1,5 kilomètres de canalisation et une station de pompage, a-t-elle fait savoir. Il contribuera, une fois concrétisé, à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de ce pôle, a affirmé la même responsable, indiquant que la gestion de cette infrastructure hydraulique sera confiée à la Société de l'eau et de l'assainissement "Seor".

AIN TEMOUCHENT

**Près de 600 projets de
développement au profit des
communes de la wilaya en
2023 et 2024**

Les communes de la wilaya de Ain Temouchent ont bénéficié de 598 opérations de développement en 2023 et 2024, a-t-on appris, samedi, des services de la wilaya.

Inscrites dans le cadre de la consolidation du développement social et économique, ces opérations portent sur la réalisation de projets ayant un lien direct sur le cadre de vie des citoyens, a fait savoir la directrice de l'Administration locale (DAL), Nacera Sebaha. Elles sont estimées à 380 opérations dont 352 sont achevés, réceptionnés et entrés en exploitation et 18 autres en cours de réalisation affichant des taux variés dans l'avancement des travaux, a indiqué la

même source. Par ailleurs, la wilaya d'Ain Temouchent a bénéficié, cette année dans le cadre du programme de soutien du développement social et économique des collectivités locales, de l'inscription de 218 projets de développement répartis à travers l'ensemble des communes, selon la même responsable, qui a signalé que le taux de consommation des crédits alloués à ces actions est évalué à 22% et que des efforts sont actuellement déployés pour leur réception

avant la fin de l'année en cours. Ces projets revêtent une importance cruciale pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens à travers la prise en charge des actions prioritaires du développement, notamment celles inhérentes à la réalisation de réseaux d'eau potable et d'assainissement, de structures dans les écoles primaires, de terrains de proximité et d'espaces verts, a souligné la DAL d'Ain Temouchent.

CONSTANTINE

**De nouveaux projets de développement
pour la commune d'El Khroub**

La commune d'El Khroub, dans la wilaya de Constantine vient de bénéficier de plusieurs projets de développement local financés au titre d'autorisations exceptionnelles, a indiqué dimanche le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Amine Daàs. Ces opérations ciblant les secteurs des ressources en eau, l'éducation

nationale, la jeunesse et sports ainsi que l'urbanisme, ont été retenus sur la base de rapports établis par les services de la commune et les directions de wilaya concernées, a souligné le même élu qui a mis l'accent sur l'importance de ces projets dans l'amélioration des conditions de vie des habitants de cette collectivité locale. La même source a indi-

qué qu'il s'agit de la réalisation de travaux d'amélioration urbaine ciblant 6 quartiers de la commune, en plus d'un réseau de distribution d'eau potable au profit du site appelé 71 logements ruraux, à Ain Nehas. Les projets de développement lancés dans ce cadre portent également sur la réalisation d'un groupe scolaire et de 6 classes en plus de la réalisa-

tion de 3 stades de proximité et la mise à niveau de 4 structures similaires, a ajouté la même source. Une enveloppe financière de plus de 150 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation de ces projets dont le lancement des travaux devra avoir lieu " avant la fin de l'année en cours " , a-t-on indiqué.

BLIDA

Mise en service de 12 forages d'eau

La wilaya de Blida a entamé, samedi, la réception et mise en service de douze (12) forages d'eau, destinés à l'amélioration de la distribution d'eau potable au profit des citoyens. Les forages d'eau sont répartis sur huit (8) communes de Blida, soit Chiffa (2 forages), Meftah (3), Chebli (2) et un forage dans chacune des communes de Bouinane, El -Affroun, Ouled Yaich et Oued El Alleug , a indiqué le wali Brahim Ouchen, en procédant à la mise en service de deux (2) forages à Chiffa dans le cadre du programme de commémoration de la Journée nationale du Moudjahid (20 août). Inscrits

dans le cadre du renforcement des capacités de la wilaya en eau potable, ces forages sont de nature à assurer un apport d'eau supplémentaire de près de 9.000 m3/jour d'eau au profit de cette wilaya, dont la production d'eau est actuellement estimée à 210.000 m3/jour, selon les informations fournies sur place par le directeur des ressources en eau, Abdelkrim Allouche. Egalement inscrits dans le cadre du plan d'action du secteur pour l'exercice 2024, portant réalisation de 42 forages d'eau, ces projets "visent à réduire la pression exercée sur d'autres forages alimentant la population

locale en eau potable", a-t-il ajouté. "La forte pression enregistrée actuellement sur l'eau potable va s'atténuer vers la mi-septembre prochain avec la réception et mise en service d'une quinzaine d'autres forages", a estimé le même responsable. En juillet dernier, la wilaya a été renforcée, à l'occasion de la célébration de la double fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, avec 12 nouveaux forages dans les communes de Beni Merad, Ouled Slama, Larb El-Affroun, Chiffa et Mouzaia, rappelle-t-on.

GHARDAÏA

**Départ d'un groupe de 200 estivants vers
un camp de vacances à Tenès**

Un groupe de 200 enfants de la wilaya de Ghardaïa a pris le départ, vendredi soir, à destination de la ville côtière de Tenès (Chlef), dans le cadre des camps d'été 2024 au profit des enfants du Sud, a-t-on appris samedi de la direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS). Cinquième d'un programme arrêté par la

DJS, ce contingent (filles et garçons), issus des communes de Guerrara, Berriane, El-Atteuf et Ghardaïa, se sont rendus au camp de Oued-El-Kessab à Tenès à bord de quatre bus, accompagnés d'encadreurs et animateurs du secteur de la Jeunesse et Sports ayant bénéficié de sessions de formation à cet effet, a indiqué le chargé des camps

d'été à la DJS, Salah Khennane. Les estivants profiteront d'un riche programme récréatif, culturel et sportif lors de leur séjour d'une quinzaine de jours. Pas moins de 1.000 enfants de la wilaya, scindés en six groupes, ont été programmés pour bénéficier, cet été, de camps de vacances dans des villes côtières du pays, a rappelé la source.

L'IA n'en a pas fini avec les biais

Les biais discriminatoires dans l'intelligence artificielle (IA) sont désormais un problème bien connu de l'industrie et souvent du grand public. Parce qu'ils s'appuient sur des grandes masses de données mal échantillonnées, les modèles d'apprentissage automatique en vogue ont souvent eu le défaut de reproduire, voire d'amplifier, les préjugés de nos sociétés contre les personnes déjà marginalisées.

Rémy Demichelis (*)

Mais si vous dites aujourd'hui au logiciel d'OpenAI, ChatGPT (modèle GPT-4), que « les femmes ne devaient pas étudier les sciences de l'ingénieur » ou que « les homosexuels sont porteurs de maladies sexuellement transmissibles », il donnera une réponse consensuelle qui tend à déconstruire ces préjugés totalement faux ou refusera tout simplement de réagir. Un progrès indéniable alors qu'il n'y a pas si longtemps, les robots conversationnels pouvaient dire les pires atrocités du monde. Seulement, les biais discriminatoires ne sont pas toujours formulés de manière explicite ; le diable est dans les détails. Sans même essayer de piéger le système, il est possible de découvrir des biais dits « implicites », comme l'expliquent la psychologue Xuechunzi Bai et ses collègues (université de Princeton) dans un article scientifique : « GPT-4 aura davantage tendance à recommander des candidats avec un nom africain, asiatique, hispanique et arabe pour un travail d'employé de bureau et un autre avec un nom caucasien pour un poste de supervision, suggérer que les femmes doivent étudier les humanités

et les hommes les sciences, et inviter un ami juif à un service religieux, mais un chrétien à une fête. »

Associations d'idées

Telles sont leurs conclusions après avoir mis la machine à l'épreuve notamment avec une procédure dite « test d'association implicite ». Inspirée de la psychologie, elle consiste à demander aux sujets (ou aux ordinateurs ici) d'associer rapidement des mots comme on classerait des cartes à jouer : famille, Benjamin, noir, Julia, travail, carrière, blanc, etc. Cela permet de révéler des associations d'idées implicites, a fortiori des préjugés, même chez des personnes (ou des machines) qui s'opposent explicitement aux discriminations. Et le racisme est un des problèmes les plus importants. La couleur « noir » est ainsi associée par l'algorithme à des mots tels que « criminel », « pris en flagrant délit » ou « horrible », tandis que « blanc » est joint à « beau », « acquitté » ou « accusé à tort ». « Bien que les humains associent aussi implicitement le concept de « noir » avec la négativité, ce n'est pas avec le même niveau de confiance (ou d'incertitude) et de radicalité (presque toujours) que GPT-4 », écrivent les scientifiques. Il existe pléthore de solutions pour essayer d'amoindrir ces

biais, en premier lieu disposer d'une base de données d'apprentissage plus représentative de la population globale. Le monde académique et l'industrie s'accordent aussi pour dire qu'il faut une plus grande diversité dans les profils des concepteurs et des auditeurs des modèles. Car on est souvent plus sensible aux discriminations que l'on est susceptible de subir. Une autre solution, déjà utilisée par OpenAI, consiste à employer des bataillons de travailleurs du clic pour taper sur les doigts de la machine quand elle dit des bêtises. Cela s'appelle « apprentissage par renforcement à partir de rétroaction humaine » ou RLHF (pour Reinforcement Learning from Human Feedback). Seulement, ce n'est toujours pas la panacée : « Le RLHF produit des modèles plus performants [...], mais au coût d'une plus faible diversité des réponses », indique une étude ayant comme auteur principal Robert Kirk, doctorant en IA (University College de Londres). Bref, la machine comprend mieux, mais elle adopte d'autres biais. Les larges modèles de langages (LLM) reflètent ainsi certaines valeurs, bien que des différences existent entre les algorithmes et parfois d'une langue à l'autre, comme le montre une enquête ambitieuse menée par l'éthicienne Giada Pistilli (Hugging Face) et la doctorante

en traitement du langage Alina Leidinger (université d'Amsterdam). Par exemple, un énoncé en allemand sur la restriction du droit d'asile ou en italien sur la tolérance des identités de genre apparaissent comme des sujets clivants.

D'une langue à l'autre

Certaines idéologies transparaissent, bon gré mal gré. Mais Giada Pistilli nous précise que les LLM sont « des modèles statistiques qui peuvent varier » ; ils expriment, certes, des points de vue, mais qui ne sont pas figés dans le marbre. Si la réduction des préjugés préjudiciables demeure un enjeu essentiel, les scientifiques doivent cependant s'accommoder des biais en tant que « prises de position ». Romane Gallienne et Thierry Poibeau (CNRS) écrivent ainsi : « Il faut donc renoncer à imaginer que des modèles objectifs, ou sans biais, soient possibles, car ceci est un but par nature inatteignable. » La question est davantage de savoir sur quels biais nous souhaitons nous appuyer et quels sont ceux à éviter.

(*) Auteur de « L'intelligence artificielle, ses biais et les nôtres » (éditions du Faubourg, 190 pages, 18 euros)
Source : Les Echos

L'automatisation pour la réindustrialisation

Par Gérard Lelong (*)

L'année 2023 a marqué un tournant pour l'industrie européenne. Les chiffres d'Eurostat révèlent une augmentation de 2,6 % de la production industrielle de l'UE par rapport à 2022, témoignant d'une reprise encourageante après des années de déclin. Cette tendance positive s'explique en partie par les initiatives de relocalisation de la production et les investissements massifs dans les technologies de pointe. En France, la même dynamique est observée, avec une hausse notable des investissements dans le secteur industriel. Ces signaux confirment la volonté des pays européens de redynamiser leur tissu industriel et de renforcer leur souveraineté économique. Cependant, cette marche vers la réindustrialisation se heurte à un obstacle de taille : le manque de main-d'œuvre qualifiée. Ce défi, loin d'être négligeable, menace de ralentir, voire de freiner, les efforts déployés pour redyna-

miser l'industrie européenne. Le secteur de la logistique, pilier essentiel de la chaîne d'approvisionnement et donc de la réindustrialisation, illustre parfaitement cette problématique. En France, en 2023, plus de 16.500 postes de caristes étaient à pourvoir, les régions les plus en demande étant les Hauts-de-France, suivies de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Selon l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » de France Travail publiée en avril 2024, 57 % des recrutements sont jugés « difficiles » par les entreprises. La principale cause invoquée est le nombre insuffisant de candidats, un problème mentionné dans 85 % des cas. Cette pénurie de main-d'œuvre a des conséquences lourdes : retards dans les livraisons, augmentation des coûts opérationnels et, à terme, une perte de compétitivité pour les entreprises européennes. L'automatisation peut alors constituer un levier précieux : en automatisant les tâches à faible valeur ajoutée, les entreprises libèrent des ressources humaines précieuses qui peuvent être réorientées vers des mis-

sions plus complexes et stratégiques. Ce redéploiement des compétences est d'autant plus crucial face aux difficultés de recrutement rencontrées pour les postes techniques et spécialisés. Les robots industriels, par exemple, peuvent prendre en charge des tâches répétitives et physiquement exigeantes, permettant aux travailleurs de se concentrer sur des activités nécessitant une expertise, une analyse critique et une créativité accrue. L'automatisation présente également des avantages en matière de sécurité au travail. Les robots peuvent effectuer des tâches dangereuses, réduisant ainsi considérablement les risques de blessures pour les employés. Cela permet non seulement de protéger la santé des travailleurs, mais également de minimiser les coûts liés aux accidents du travail et aux interruptions de production. De plus, l'automatisation contribue à réduire les coûts opérationnels de plusieurs manières. Elle permet une utilisation plus efficace des ressources, diminue le besoin de main-d'œuvre pour les tâches répéti-

tives et minimise les erreurs humaines, conduisant ainsi à une production plus homogène et de meilleure qualité. Automatiser les processus logistiques, par exemple, peut pallier le manque de main-d'œuvre et améliorer l'efficacité opérationnelle, contribuant ainsi à la compétitivité des entreprises européennes. L'innovation, sous toutes ses formes, doit être au cœur de notre stratégie de réindustrialisation. Automatiser et former continuellement sont les deux piliers sur lesquels repose la renaissance industrielle de l'Europe et de la France. Pour que cette vision devienne réalité, il est impératif que ces deux éléments soient mis en œuvre de manière synchronisée. L'une ne peut être réellement bénéfique sans l'autre. C'est en mariant technologie et capital humain que nous pourrions surmonter la pénurie de talents et construire une industrie résiliente et souveraine. L'heure est à l'action : innovons pour réindustrialiser l'Europe.

(*) Directeur général de FORX
Source : Les Echos

QATAR
Hausse
de 2,5 % de
l'indice de la
production
industrielle en
juin

L'indice de la production industrielle dans l'État du Qatar pour le mois de juin de cette année a enregistré 96,1 points, soit une augmentation de 2,5 pour cent par rapport à mai 2024. Toutefois, ce chiffre représente une baisse de 7,5 % par rapport au mois correspondant de 2023, selon les données publiées samedi par le Conseil national de planification. L'indice donne un aperçu de la dynamique de croissance des secteurs économiques industriels qui le composent. Il s'agit notamment du secteur des mines et des carrières, qui représente 82,46 % de l'indice, du secteur manufacturier (15,85 %), du secteur de la fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (1,16 %) et du secteur de la fourniture d'eau (0,53 %).

CUIR ET CHAUSSURE EN TUNISIE

Un secteur tourné vers l'exportation

Le secteur des Industries du cuir et de la chaussure en Tunisie s'affirme comme un acteur majeur de l'économie nationale, caractérisé par son dynamisme et sa forte orientation vers l'exportation.

Selon les données de l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (API), ce secteur compte 181 entreprises employant 10 personnes ou plus, dont une majorité impressionnante de 134 entreprises entièrement dédiées à l'exportation.

Un secteur créateur d'emplois

L'industrie du cuir et de la chaussure est un important pourvoyeur d'emplois en Tunisie, avec un total de 31 138 personnes employées. La répartition de ces emplois souligne l'importance cruciale de l'exportation : 29 497 personnes travaillent dans des entreprises totalement exportatrices, tandis que 1 641 sont employées dans des entreprises partiellement exportatrices.

Attractivité pour les investisseurs étrangers

Le secteur attire également des capitaux étrangers, témoignant de son potentiel et de sa compétitivité sur la scène internationale. On dénombre 80 entreprises à participation étrangère, dont 58 sont entièrement détenues par des capitaux étrangers. Fait notable, 79 de ces entreprises sont totalement exportatrices, illustrant l'attrait du pays comme base de production pour les

marchés internationaux. L'Italie et la France se distinguent comme les principaux partenaires étrangers, avec respectivement 34 et 24 unités industrielles. Cette collaboration permet aux entreprises tunisiennes de bénéficier de l'expertise et des réseaux de distribution de leurs partenaires européens, renforçant ainsi leur position sur le marché international.

Avantages concurrentiels

La Tunisie bénéficie de plusieurs atouts qui renforcent sa compétitivité dans ce secteur. Sa proximité géographique avec l'Europe offre des avantages logistiques significatifs, notamment en termes de délais de livraison et de coûts de transport. De plus, le pays dispose d'une main-d'œuvre jeune et qualifiée, un atout précieux dans cette industrie à forte intensité de main-d'œuvre. Cependant, le secteur doit faire face à des défis importants. La dépendance vis-à-vis du marché européen et la concurrence accrue d'autres pays producteurs peuvent freiner son développement. Des problèmes structurels, tels que la bureaucratie et un climat d'affaires parfois peu favorable, représentent également des obstacles à surmonter.

Perspectives de développement

L'API a identifié 50 fiches projets et 3 fiches professionnelles présentant des opportunités d'investissement significatives dans ce secteur. Ces initiatives visent à renforcer la compétitivité et à stimuler la croissance des entreprises tunisiennes dans le domaine du cuir et de la chaussure. Pour maintenir et renforcer sa position sur le marché international, le secteur tunisien du cuir et de la chaussure devra relever plusieurs défis. La diversification des marchés d'exportation au-delà de l'Europe, l'amélioration du climat des affaires, et l'investissement continu dans l'innovation et la formation seront essentiels pour assurer un développement durable et une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales. Le secteur des Industries du cuir et de la chaussure en Tunisie se positionne comme un acteur dynamique de l'économie nationale, avec un fort potentiel d'exportation et d'attraction des investissements étrangers. Malgré les défis à relever, les perspectives de croissance et de développement restent prometteuses pour cette industrie clé de l'économie tunisienne.

ARABIE SAOUDITE

Les contrats de construction atteignent 32 milliards de dollars au 1^{er} trimestre 2024

L'Arabie saoudite a connu une augmentation de 79 pour cent de la valeur des contrats de construction attribués au cours du premier trimestre 2024, atteignant 118,8 milliards de francs suisses (31,65 milliards de dollars), selon une nouvelle analyse. Le dernier rapport du US-Saudi Business Council révèle que ce chiffre est le deuxième plus élevé jamais enregistré, après les 147,1 milliards de SR attribués au troisième trimestre 2015. Par rapport au quatrième trimestre 2023, la valeur des contrats a augmenté de 35 pour cent. Cette augmentation est principalement due à des investissements majeurs dans le secteur du pétrole et du gaz, ainsi qu'à une activité accrue dans le secteur de l'immobilier en raison des méga projets de la Vision 2030 et de l'expansion du secteur de l'eau. Ces chiffres records soulignent l'élan stratégique de l'Arabie saoudite, stimulé par l'augmentation des investissements étrangers et des partenariats clés. Malgré des défis économiques plus larges, cette croissance souligne la transformation du Royaume en un centre majeur pour les projets d'infrastructure à grande échelle, signalant un progrès et un développement économiques continus. "Le secteur de la construction en Arabie saoudite connaît une croissance exponentielle, marquée par des développements significatifs dans les infrastructures sociales et physiques, une meilleure qualité de vie et des investissements directs étrangers substantiels", a déclaré Albara'a Al-Wazir, directeur de la recherche économique à

l'USSBC. Le rapport fait également état d'une forte croissance de l'économie non pétrolière de l'Arabie saoudite, qui a augmenté de 3,1 pour cent au cours du premier trimestre 2024. Ceci malgré une baisse de 1,7 pour cent du produit intérieur brut du Royaume, attribuée aux réductions continues de la production de pétrole dans le cadre de l'accord OPEP+. La résilience et la croissance régulière de l'économie non pétrolière reflètent les changements structurels en cours visant à réduire la dépendance à l'énergie et à renforcer la stabilité économique globale. "Le secteur pétrolier et gazier du Royaume, dirigé par Saudi Aramco, a été le fer de lance de cette augmentation, tandis que les grands projets de la Vision 2030, tels que Neom et le développement de la mer Rouge, y ont contribué de manière substantielle", a-t-il déclaré. En outre, le PIB du secteur de la construction a augmenté de 2,4 pour cent au cours de la même période. L'expansion continue souligne le rôle vital du secteur dans le développement économique de l'Arabie saoudite et son émergence en tant que plaque tournante pour les projets de construction à grande échelle.

Indice d'attribution des contrats

L'indice d'attribution des contrats de l'USSBC a atteint 415,89 points au premier trimestre, soit une hausse de 54 pour cent par rapport au mois précédent et de 33 pour cent par rapport au quatrième tri-

mestre 2023. Il s'agit de sept trimestres consécutifs au-dessus de la barre des 200 points et de 36 mois au-dessus du seuil des 100 points, ce qui indique une croissance anticipée de l'activité de construction. "Le CAI (Indice d'attribution des contrats) a atteint 390,24 points en janvier, 438,85 points en février, avant de s'établir à 415,89 points en mars. Le CAI a dépassé la barre des 400 points pour la première fois depuis septembre 2013, lorsqu'il avait atteint 419,42 points", a déclaré l'USSBC.

Le secteur du pétrole et du gaz domine

Le rapport souligne une augmentation de 1 059 pour cent en glissement annuel des projets attribués dans le secteur du pétrole et du gaz, atteignant 51,2 milliards de SR au premier trimestre 2024. Saudi Aramco a émis deux contrats majeurs, chacun évalué à 6,6 milliards de SR, en janvier pour le développement des LGN Riyas à l'usine de gaz non conventionnel de Jafurah. Ces contrats ont été attribués à une coentreprise entre l'entreprise espagnole Técnicas Reunidas et l'entreprise chinoise Sinopec Engineering Group pour la première et deuxième phase. En février, Saudi Aramco a accordé un contrat de 6,37 milliards de SR à China Petroleum Engineering & Construction Corp. (Société chinoise d'ingénierie et de construction pétrolière) pour l'installation de huit trains de compression dans le cadre de la troisième phase de l'expansion du système gazier principal dans la province de l'Est.

Dynamique du secteur immobilier

Le secteur de l'immobilier a obtenu 105 contrats d'une valeur de 24,4 milliards de SR au premier trimestre, soit une augmentation de 58 pour cent par rapport à l'année précédente. Le rapport note que les projets d'immobilier commercial ont dominé le secteur avec 15 milliards de SR au cours du premier trimestre, suivis par les projets résidentiels avec 2,8 milliards de SR et les développements à usage mixte avec 1,4 milliard de SR. Le plus gros contrat immobilier, d'une valeur de 4,1 milliards de SR, a été attribué par Jeddah Central Development Co. (Société de développement de Djeddah) en janvier pour la construction d'un stade dans le district central de Djeddah. Le stade, qui devrait accueillir 45 000 personnes, devrait être achevé en 2026. En février, la Fédération saoudienne de football a attribué un contrat de 3,6 milliards de SR pour le développement du stade de football de Dammam dans la ville sportive de Dammam. Dans le secteur de l'hôtellerie, le méga-projet de NEOM a alloué 1,91 milliard de SR à Al Bawani Co. Ltd pour des travaux de charpente métallique au village de ski de Trojena. En outre, Jeddah Central Development Co. a attribué deux autres contrats: SR1,8 milliard pour un opéra et SR1,15 milliard pour un océanarium et une ferme corallienne.

FONDS POUR L'ÉNERGIE PROPRE KAWISAFI II

La BAD approuve une contribution de 10 millions \$

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un investissement de dix millions de dollars américains en actions de second rang dans le Fonds KawiSafi II, pour aider les entreprises locales à créer et à développer des projets climatiques qui aident les communautés vulnérables. Le financement approuvé sera déployé à partir du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA), une facilité de financement catalytique gérée par le Groupe de la Banque.

KawiSafi II est un fonds de capital-risque de 200 millions de dollars, destiné à combler les déficits d'investissement dans la transition énergétique, la productivité, la mobilité et la logistique en Afrique subsaharienne. Il comprend une facilité d'assistance technique de dix millions de dollars visant à maximiser l'impact sur le climat et à assurer une meilleure gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance. KawiSafi II prend la suite du fonds KawiSafi I, un fonds spécialisé dans les solutions énergétiques hors réseau de 67 millions de dollars, créé en 2016, qui a bénéficié d'un sponsor solide, Acumen Fund. Acumen Fund dispose de plus de vingt ans d'expérience dans l'investissement dans des entreprises innovantes pour lutter contre la pauvreté dans le monde, notamment dans le domaine des énergies renouvelables. Le fonds KawiSafi I a investi avec succès dans des entreprises telles que D.light, Bboxx et

BioLite, entre autres. « L'investissement de la Banque africaine de développement dans KawiSafi II, notre fonds climatique innovant, joue un rôle catalyseur pour nous aider à atteindre un premier bouclage et à attirer les capitaux privés importants qui sont nécessaires de toute urgence pour soutenir les innovateurs climatiques africains », a déclaré Amar Inamdar, directeur général de KawiSafi Ventures. « L'engagement catalytique de la Banque africaine de développement, principale institution de financement du développement sur le continent, permettra d'attirer des investissements dans des start-ups africaines innovantes qui s'attaquent au changement climatique par le biais des énergies renouvelables, de la mobilité propre et d'autres secteurs clés essentiels à la réalisation de nos objectifs climatiques », a-t-il poursuivi. Les fonds KawiSafi sont de parfaits exemples du capital patient et tolérant au risque nécessaire pour soutenir les entreprises

africaines en croissance dans le domaine du climat qui cherchent à pénétrer de nouveaux marchés dans le contexte d'une pénurie importante de capitaux propres sur le marché. João Duarte Cunha, directeur de la Division des fonds pour les énergies renouvelables du Groupe de la Banque, qui supervise le SEFA, a déclaré : « Le Fonds KawiSafi II offre l'occasion de fournir davantage de capital-risque et de capital de croissance aux entreprises émergentes travaillant dans l'accès à l'énergie et la transition énergétique, à un moment où ces capitaux sont les plus nécessaires sur le marché. » L'investissement de la Banque africaine de développement dans KawiSafi II par l'intermédiaire du SEFA témoigne de son engagement permanent à promouvoir une transition énergétique juste et à lutter contre le changement climatique par le biais de partenariats stratégiques avec le secteur privé et d'investissements dans des solutions innovantes.

CAMEROUN

Les véhicules utilitaires, motos et carburants importés désormais exonérés de 50% de douanes

Les pertes de recettes douanières induites par la mise en œuvre de ce type d'accords de partenariat économique sont finalement moindres que les volumes craints par les observateurs. La 9ème phase du démantèlement des tarifs douaniers, dans le cadre de l'Accord de partenariat économique entre le Cameroun et l'Union européenne, d'une part, puis le Cameroun et la Grande-Bretagne, d'autre part, est effective depuis le 4 août 2024. Selon un communiqué publié à cet effet le 5 août 2024 par Louis Paul Motazé, le ministre des Finances, le lancement de cette phase induit des exonérations des tarifs douaniers de « 100% pour les marchandises des 1er et 2ème groupes et 50% pour les marchandises du 3ème groupe » débarquées au Cameroun, en provenance de l'UE et de la Grande-Bretagne. La particularité de cette nouvelle phase de démantèlement est la montée en puissance des exonérations sur les marchandises du 3ème groupe, classées dans la catégorie des produits à rendement fiscal élevé. Les tarifs douaniers sur ces produits, parmi lesquels se trouvent les véhicules utilitaires, les carburants, les motos ou encore les ciments, etc., sont désormais réduits de 50% depuis le 4 août 2024, contre 40% en 2023. Selon l'APE, le démantèlement tarifaire sur ces produits se fait au rythme d'une décote de 10% chaque année. Quant aux produits du 2ème groupe, dont le démantèlement tarifaire a débuté le 4 août 2017, au rythme d'une dé-

cote de 15% par an sur le droit de douane applicable, ils sont désormais exonérés de la totalité des droits de douane depuis le 4 août 2023. Ce groupe de produits est constitué des plâtres, chaux, marbres, clinkers, intrants pour industries alimentaires (mélanges odoriférants... pour industries alimentaires ou des boissons, levures, etc.), groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, machines et appareils, véhicules automobiles pour le transport de marchandises (camion, etc.), remorques et semi-remorques, brouettes, certaines parties et certains accessoires de véhicules (pare-chocs, ceintures, freins, roues, embrayages). Les produits du 1er groupe, dont le démantèlement des tarifs douaniers a débuté le 4 août 2016 à un rythme de décote de 25% par an sur le droit de douane applicable, bénéficient d'une exonération totale des droits de douane pour la 5ème année, puisque le taux de démantèlement sur ces produits atteint 100% depuis le 4 août 2019. Parmi ces produits, l'on peut citer les produits pharmaceutiques, les engrais, les pesticides, les tourteaux, les papiers et cartons, les bitumes et autres résidus de pétrole, la soude, le gypse, la craie, la chaux, le gaz, les produits chimiques inorganiques et organiques, les ordinateurs, les véhicules automobiles à usages spéciaux, les tracteurs, les parties & accessoires de motocycle, bicyclette et fauteuils roulants, les appareils pour laboratoire, etc. Redoutés pour les pertes de recettes

douanières projetées au moment de leur mise en œuvre, les APE, bien qu'étendus à la Grande-Bretagne malgré le Brexit, ne produisent pas jusqu'ici sur le Trésor public camerounais des effets catastrophiques. Pour preuve, évoque Investir au Cameroun, 1 an après le début du démantèlement sur les produits à rendement fiscal élevé, le pays n'a enregistré que 20 milliards FCFA de manque-à-gagner sur ses recettes douanières en 2022, contre une projection initiale de 27 milliards FCFA. Sur le 1er semestre 2023, bien qu'en hausse de 61% en glissement annuel, les pertes de recettes liées à la mise en œuvre de l'APE ont culminé à seulement 8,6 milliards FCFA selon la Direction générale des douanes. Mieux, en dépit de la montée en puissance du démantèlement tarifaire induit par la mise en œuvre des APE avec l'UE et la Grande-Bretagne, les recettes douanières engrangées par le Cameroun sont en augmentation constante. Elles ont notamment franchi la barre de 1 000 milliards FCFA pour la première fois au terme de l'année 2023. Les experts indiquent que cette progression du volume de recettes malgré l'APE est due à la diversification des partenaires commerciaux du Cameroun ces dernières années. En effet, bien que l'UE demeure le premier partenaire économique du pays, ce dernier a depuis quelques années renforcé ses relations commerciales avec la Chine. Au point où, au plan bilatéral, l'Empire du Milieu est devenu à la fois son 1er client et fournisseur du depuis 2013.

PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE

Appel à une action urgente contre la Mpox

Les dirigeants de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont demandé samedi au secrétariat du bloc régional de convoquer une réunion urgente des ministres de la Santé pour évaluer l'impact de la Mpox dans la région. Dans un communiqué publié à l'issue du 44e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC, qui s'est tenu dans la capitale zimbabwéenne, le secrétaire exécutif de la SADC, Elias Magosi, a déclaré que les Etats membres avaient été également appelés à renforcer la surveillance de la maladie, les tests de diagnostic, les soins cliniques, ainsi que la prévention et le contrôle des infections. "Le sommet a chargé le secrétariat de convoquer d'urgence une réunion des ministres de la Santé afin d'évaluer l'impact de la Mpox et de faciliter une réponse régionale coordonnée pour contrôler la propagation de la maladie", a déclaré M. Magosi. L'état de la Mpox sur le continent et dans la région de la SADC, ainsi que de la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) selon laquelle la Mpox est une urgence de santé publique de portée internationale ont été relevés par le sommet, a-t-il indiqué. Le sommet a exprimé sa solidarité et son soutien aux Etats membres touchés par la Mpox et demandé à l'OMS, aux Centres africains de contrôle et de prévention des maladies et à leurs partenaires d'occulter des ressources en réponse à cette maladie dans la région, a ajouté M. Magosi.

Ouverture du 44e Sommet de la SADC au Zimbabwe

Le 44e Sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) s'est ouvert samedi dans la capitale zimbabwéenne Harare, sous le thème "Promouvoir l'innovation pour ouvrir des opportunités de croissance économique et de développement durables vers une SADC industrialisée". Les dirigeants régionaux soulignant à cette occasion la nécessité de continuer à soutenir la stabilité politique et économique pour accélérer l'intégration et l'industrialisation régionales. Dans son discours de bienvenue aux délégués, le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a déclaré que "le Zimbabwe était très honoré d'accueillir la réunion régionale qui définira le programme de développement de la région pour l'année à venir". Selon le président zimbabwéen, la région de la SADC doit déployer des stratégies innovantes dans tous les secteurs de l'économie pour stimuler les chaînes de valeur régionales, en mettant particulièrement l'accent sur la valeur ajoutée et la valorisation des ressources minérales et naturelles abondantes de la région. La région de la SADC doit aussi continuer à préserver jalousement et à défendre sa souveraineté et son droit à l'autodétermination économique, assurant que sous sa présidence, la région de la SADC continuera à mettre en œuvre avec vigueur des projets et des programmes régionaux qui font progresser le développement régional, a-t-il souligné.

AVEC UNE HAUSSE DE 2,5%

Le CAC 40 réalise sa meilleure performance hebdomadaire depuis début juillet

Avec un gain de 0,35% vendredi, la Bourse de Paris affiche une hausse de 2,48% en rythme hebdomadaire. Une série de données économiques favorables aux États-Unis a permis au CAC 40 de retrouver le seuil des 7.400 points.

C'est un quatre à la suite pour la Bourse de Paris. Le CAC 40 clôture en hausse de 0,35% à 7.449,70 points ce vendredi soir, à l'issue d'une séance encore marquée par une dernière fournée de statistiques américaines. Sur le front de l'immobilier, les mises en chantier et les permis de construire aux États-Unis sont ressortis inférieurs aux attentes en juillet. Ces données sont venues légèrement ternir l'ambiance, avant que des données positives sur le moral du consommateur ne viennent redonner de l'allant à l'indice parisien. Selon les données préliminaires de l'Université du Michigan, l'indice de confiance des ménages américains s'est amélioré à 67,8 points en août, contre 66,4 points en juillet. À Wall Street, la tendance est un peu mitigée, le Dow Jones est stable à 40.555,38 points, le S&P perd 0,1%, tout comme le Nasdaq, qui reprennent leur souffle après une belle série de hausses. Malgré ce léger coup de mou, les trois indices majeurs américains se dirigent vers leur meilleure semaine depuis le début du mois de novembre 2023, remarque MarketWatch.

Une semaine au bilan positif

Globalement, le bilan qui ressort de cette salve de publications est en effet plutôt positif. Les opérateurs ont pu se rassurer sur l'état de santé de l'économie américaine avec une série de données relatives aux prix, à l'emploi et à la consommation. Elles sont venues qui apaiser pour le moment les craintes d'une entrée en récession de l'économie américaine, des inquiétudes qui étaient à l'origine d'un mouvement violent sur les marchés au début du mois. "Dans le sillage de ces chiffres, les marchés ont éliminé une large part de la prime de récession qui s'était formée en début de mois et ont affiché une forte

progression sur presque tous les fronts, tant du côté des actions que du crédit", avance Florian Ielpo, responsable de recherche macroéconomique chez Lombard Odier Investment Managers. "Au final, il s'agit d'une semaine unidirectionnelle au cours de laquelle il ne faisait pas bon être pessimiste – la semaine prochaine laissera probablement les marchés reprendre leur souffle, nous en apprenant davantage sur la solidité de cet optimisme nouvellement retrouvé", poursuit le spécialiste. En rythme hebdomadaire, la Bourse de Paris reprend 2,48% et réalise ainsi sa meilleure semaine depuis celle du 1er juillet (+2,62%). Un gain qui lui permet également de contenir son repli, à 1,4%, depuis le début de l'année. L'indice pan-européen Eurostoxx 600 gagne tout autant sur la semaine (+2,46%) consignant ainsi sa meilleure progression hebdomadaire depuis le mois de mai. Les marchés ont eu l'occasion de réévaluer leurs pronostics sur l'ampleur de la baisse des taux de la Réserve fédérale américaine en septembre, à la lumière cet optimisme retrouvé sur la santé de l'économie américaine. Ils estiment que l'institution monétaire n'aura pas besoin de procéder à un tour de vis plus puissant le mois prochain. Selon l'outil CME Fed-Watch, les marchés assignent désormais une probabilité de 76,5% à une baisse de 25 points de base (0,25 point de pourcentage) en septembre, contre 49% la semaine passée.

Saint-Gobain fait des emplettes

Du côté de l'actualité des entreprises, Stelantis termine finalement la semaine en baisse de 0,6%, alors que des actionnaires américains ont déposé une plainte contre le constructeur automobile. Saint-Gobain a progressé de 0,7%, après

avoir annoncé se renforcer dans la chimie de la construction avec l'acquisition du groupe mexicain Ovniver Group. Sur le marché des changes, l'euro gagne 0,2% face au dollar à 1,0995 dollar. Le pétrole reste mal orienté, ployant sous les craintes sur la demande mondiale. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour

livraison en octobre lâche 1,5% à 79,85 dollars tandis que celui sur le WTI pour livraison le même mois, plie de 1,7%, à 76,80 dollars. À noter le rebond de l'or qui progresse de 1,3%, à 2.487,50 dollars l'once, après avoir inscrit un nouveau record absolu à 2.500,16 dollars l'once ce vendredi après-midi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Août 2024					
Valeur : 19 Août 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1746	134.1896
1	EUR	EURO		147.7128	147.7427
1	GBP	POUND STERLING		172.4388	172.4802
100	JPY	JAPANESE YEN		91.1512	91.1676
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7439	18.7468
1	CHF	SWISS FRANC		155.0434	155.0787
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.8734	97.8915
1	DKK	DANISH KRONE		19.7971	19.8002
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8035	12.8078
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5086	12.5142
1	AED	UAE DIRHAM		36.5270	36.5370
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7551	35.7629
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.4791	438.6715
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.4727	43.9096
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6815	13.6830
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4105	27.5509
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.3789	3.3895
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.7470	179.7470

REPLI ATTENDU DES INDICES AMÉRICAINS

Les permis de construire moins élevés que prévu

Les marchés américains devraient reculer à l'ouverture de la dernière séance de la semaine. Hier, une vague d'optimisme a enveloppé Wall Street après des données encourageantes sur les ventes au détail aux États-Unis en juillet. Les investisseurs ont pris connaissance ce vendredi des permis de construire qui sont ressortis inférieurs aux attentes en juillet. Côté valeurs, Applied Materials anticipe une hausse de son chiffre d'affaires au quatrième trimestre. Avant les premiers échanges, les futures sur le S&P et ceux du Nasdaq reculent respectivement de 0,48% et de 0,52%.

HIER À WALL STREET

Les marchés actions américains ont fini en nette hausse

lors de l'avant-dernière séance de la semaine. Au chapitre des statistiques, les ventes au détail ont rebondi de manière inattendue en juillet aux États-Unis alors que le président de la Fed, Jerome Powell, doit prononcer la semaine prochaine à Jackson Hole un discours très attendu. Côté valeurs, Walmart a grimpé après avoir relevé sa prévision de bénéfice annuel pour la deuxième fois cette année. Le Dow Jones a progressé de 1,39% à 40563 points tandis que le Nasdaq a gagné 2,34% à 17594 points.

LES CHIFFRES MACROÉCONOMIQUES

1,396 million de permis de construire ont été enregistrés en juillet en rythme annuel aux États-Unis. Le consensus visait 1,430 million, après 1,454

million en juin. De plus, 1,238 million de mises en chantier ont été enregistrées en juillet en rythme annuel. Le consensus visait 1,340 million, après 1,329 million en juin. L'indice Michigan de confiance des consommateurs en août sera connu à 16h.

LES VALEURS À SUIVRE

Applied Materials
Au troisième trimestre de son exercice 2023-2024, le chiffre d'affaires d'Applied Materials s'élève à 6,78 milliards de dollars, en hausse de 5% par rapport à l'année précédente. Le bénéfice net de l'équipementier américain dans l'industrie des semi-conducteurs a augmenté de 9% à 1,71 milliard de dollars et le bénéfice par action dilué ressort à 2,05 dollar,

soit une hausse de 11%. La marge brute sur cette période a augmenté de un point à 47,3%. Au quatrième trimestre, Applied Materials prévoit un chiffre d'affaires d'environ 6,93 milliards de dollars, plus ou moins 400 millions de dollars.

Bank of America
La FIFA annonce que Bank of America devient le sponsor bancaire officiel de la Coupe du monde de la FIFA 2026 qui sera co-organisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique. "Dans le cadre de ce nouveau partenariat, la Fédération internationale de football et Bank of America travailleront ensemble pour soutenir la croissance du football mondial et l'impact du tournoi sur les fans de football de tous âges, de tous niveaux et de

tous horizons", explique la banque américaine.

Qualcomm/Manchester United
Spécialiste des puces pour smartphones, Qualcomm et Manchester United ont prolongé leur contrat de sponsoring qui durera jusqu'en 2029. Cette extension fait suite aux lancements records des maillots domicile, extérieur et troisième maillot pour la saison 2024/25. Ces maillots font apparaître pour la première la marque Snapdragon (marque de processeurs de Qualcomm) sur le devant du maillot du club anglais de football. Dans le cadre de l'extension de ce partenariat, Qualcomm a activé le droit de désigner un logo qui apparaîtra au dos des maillots de Manchester United pour la saison 2024/2025.

GUERRE EN UKRAINE

Berlin va diviser de moitié son aide militaire à Kiev en 2025

Alors que l'Ukraine a entamé une offensive militaire sur le sol russe, une source parlementaire allemande a affirmé à l'AFP ce samedi que Berlin prévoit de réduire de moitié son aide militaire bilatérale à l'Ukraine en 2025. Cette année, l'aide de l'Allemagne, deuxième contributeur après les Etats-Unis, s'élève à 8 milliards d'euros.

Premier craquement dans le soutien de l'Europe à l'Ukraine ? Ce samedi, une source parlementaire à indiqué à l'AFP que l'Allemagne prévoit dans son projet de budget 2025 de réduire de moitié son aide militaire bilatérale à l'Ukraine. Le gouvernement d'Olaf Scholz, qui cherche à faire des économies, ne prévoit « pas d'aides supplémentaires » aux 4 milliards d'euros prévus dans le budget de l'an prochain pour aider militairement l'Ukraine, a indiqué cette source, confirmant des informations de presse. Cette année, l'aide de Berlin, deuxième contributeur après les Etats-Unis, s'élève à 8 milliards d'euros. Pour compenser, l'Allemagne table sur « la création, dans le cadre du G7 et de l'Union Européenne, d'un instrument financier utilisant les avoirs russes gelés », a ajouté une source au sein du ministère des Finances. « L'aide bilatérale allemande reste au plus haut niveau, mais mise sur l'efficacité de cet instrument », a-t-elle commenté.

Les avoirs russes redistribués

Les alliés de l'Ukraine travaillent depuis plusieurs mois sur un dispositif qui permettrait d'utiliser une partie des 300 milliards de dollars d'avoirs russes gelés dans le monde pour soutenir Kiev dans sa guerre contre l'armée russe. Un « accord politique » entre les pays du G7 a notamment été trouvé mi-juin concernant une proposition américaine visant à financer un prêt de 50 milliards d'euros à l'Ukraine. Berlin « part du principe que ces fonds seront utilisables à partir de 2025 », a indiqué la source parlementaire à l'AFP. De son côté, l'Union européenne a officialisé fin juillet le transfert à Kiev d'1,5 milliard d'euros provenant des actifs russes gelés. Ces actifs correspondants à la première tranche des profits générés par les avoirs russes gelés en réac-

tion à la guerre déclenchée en 2022. Pour rappel, quelque 200 milliards d'euros d'avoirs russes ont été gelés dans l'UE après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, dont environ 90% se trouvent en Belgique, siège de l'organisme international de dépôts de fonds Euroclear. Les Vingt-Sept avaient trouvé un accord en mai pour utiliser les intérêts produits par ces avoirs gelés de la banque centrale russe. Ils sont censés dégager entre 2,5 et 3 milliards d'euros par an, afin d'aider à armer l'Ukraine et de financer sa reconstruction d'après-guerre. L'argent tiré des intérêts générés par ces fonds gelés (qui eux-mêmes restent bloqués) sera pour 90% versé à la Facilité européenne pour la paix (FEP), un instrument de l'UE pour gérer ses interventions dans les conflits, notamment dans la fourniture d'armes. Les 10% restants iront à la « Facilité » distincte de l'UE pour l'Ukraine, créée pour soutenir les besoins du pays en matière de reconstruction.

Arrivée de F-16 et de chars Leopard

Dans le même temps, début août, l'Ukraine a reçu ses premiers avions de chasse occidentaux F-16 attendus depuis plus de deux ans. Depuis le début de l'invasion russe en février 2022, Kiev plaidait pour que lui soient livrés des F-16 dans l'espoir de mettre fin à la domination russe dans les airs et mieux protéger ses villes et ses troupes contre les bombardements russes incessants. « Nous avons mené des centaines de réunions et négociations » avec les alliés pour obtenir ces avions et renforcer la défense aérienne du pays et « nous avons souvent entendu les mots « c'est impossible » en réponse », avait déclaré Volodymyr Zelensky le 4 août, lors d'une cérémonie sur un site tenu secret en Ukraine. « Maintenant c'est la réalité, la réalité dans notre ciel. Des F-16 sont en Ukraine »,

s'est-il félicité. Outre les F-16, 14 chars Leopard 2 de fabrication allemande promis à l'Ukraine l'année dernière par le Danemark et les Pays-Bas seront livrés à l'Ukraine avant la fin de l'été, a annoncé jeudi le ministre néerlandais de la Défense. Kiev « a un besoin urgent de davantage de soutien militaire, compte tenu des violents combats sur le champ de bataille », a déclaré Ruben Brekelmans. « Ces chars peuvent jouer un rôle important pour permettre à l'armée ukrainienne de se défendre contre les forces russes », a-t-il ajouté, cité dans un communiqué.

L'armée ukrainienne avance en territoire russe

Pendant que les armes occidentales filent vers Kiev, le 6 août, l'armée ukrainienne a attaqué la région de Koursk et de l'extension du territoire stabilisé », s'est félicité ce samedi Volodymyr Zelensky, à l'issue d'une réunion avec le commandant en chef de l'armée ukrainienne. La veille, le militaire avait assuré à son dirigeant que ses troupes avaient avancé « de un à trois kilomètres » et fait des prisonniers parmi les soldats russes. Kiev dit vouloir obliger Moscou à retirer des troupes d'autres parties du front, créer une « zone tampon » pour mettre fin aux bombardements à la frontière, mais aussi se servir des territoires russes conquis pour forcer le Kremlin à entamer des négociations « équitables ». Or les discussions entre les deux parties sont complètement bloquées depuis le printemps 2022.

BRÉSIL

Prévision d'atteindre une production pétrolière de 5,3 millions de barils/jour d'ici 2030

Le Brésil prévoit d'augmenter de 76% sa production pétrolière pour atteindre 5,3 millions de barils par jour d'ici 2030, selon les prévisions du ministère brésilien des Mines et de l'Energie. Le ministère s'attend à ce que

le Brésil atteigne son pic de production pétrolière, soit 5,3 millions de barils par jour, en 2030, soit une augmentation de 76% par rapport au chiffre de 2023 (3 millions de barils par jour). Cette production sera la valeur maximale et

sera suivie d'une baisse. Selon la même source, les volumes devront diminuer après 2030 pour atteindre 4,4 millions de barils par jour en 2034, mais resteront néanmoins supérieurs à la production de 2023 et aux prévisions de 3,6

millions de barils par jour prévus pour 2024. Le ministère prévoit également une hausse dans la production brute de gaz naturel pour atteindre 315 millions de mètres cubes par jour en 2034 (soit une hausse de 210% par rapport à

l'indicateur de 2023). Cependant, le pic de 316 millions de mètres cubes par jour sera atteint en 2031. Le Brésil produisait 150 millions de mètres cubes de gaz par jour en 2023.

RUSSIE

Eruption volcanique au Shiveluch suite à un séisme de magnitude 7

Le volcan Shiveluch en Russie est entré en éruption dans la nuit de samedi à dimanche à la suite d'un séisme de magnitude 7 qui a frappé la côte est du pays. "Selon des évaluations visuelles, la colonne de cendres s'élève jusqu'à 8 kilomètres au-dessus du niveau de la mer", a rapporté la presse russe,

ajoutant que le volcan a également libéré une vague de lave. Le volcan Shiveluch se trouve à environ 450 kilomètres de Petropavlovsk-Kamtschatski, une ville côtière d'environ 181.000 habitants située dans la région orientale du Kamtschatka en Russie. Le séisme de magnitude 7 a frappé au large de la péninsule du Kamchatka, dans

l'extrême-orient russe. Le service sismologique américain USGS a émis dans un premier temps une alerte au tsunami, avant de la lever. L'antenne locale du ministère russe des Situations d'urgence a elle aussi annoncé qu'il n'y avait "pas de menace de tsunami". Plusieurs répliques ont été enregistrées

par la suite, de moindre intensité, a indiqué l'antenne au Kamtschatka du Service géophysique russe sur son site internet. La péninsule du Kamtschatka est le point de rencontre entre les plaques tectoniques du Pacifique et nord-américaine, ce qui fait de la région l'une des zones sismiques les plus actives de la planète.(APS)

FRAUDE

PwC condamné à une amende de 15 millions de livres

Le cabinet d'audit a été sanctionné par l'autorité britannique des marchés financiers pour n'avoir pas révélé la fraude dès ses premiers soupçons. Une première pour un cabinet d'audit. Le géant de l'audit et de l'expertise comptable PwC s'est vu infliger une amende de 15 millions de livres par la Financial Conduct Authority (FCA), l'autorité britannique des marchés financiers, pour ne pas avoir révélé ses suspicions de fraude dans l'affaire London Capital & Finance (LCF), cette arnaque à la pyramide de Ponzi qui a fait perdre 277 millions d'euros à près de 12.000 personnes. Il s'agit de la première amende émise contre un cabinet d'audit par cette autorité. LCF, créé en 2012, vendait des mini-obligations en promettant un rendement très attractif de 6,5 % à 8 % par an. Jusqu'à ce que le château de cartes s'effondre et conduise à la faillite de LCF, en 2020. L'autorité britannique a expliqué que PwC a suspecté l'existence d'activités frauduleuses mais n'en a pas fait part à la FCA « aussi vite que possible », comme le demande la réglementation. En mai dernier, PwC et EY, l'autre cabinet d'audit de LCF, avaient écopé d'amendes infligées par le Financial Report Council (FRC), le régulateur britannique des cabinets d'audit et d'experts-comptables : 4,9 millions de livres (5,7 millions d'euros) pour PwC et 4,4 millions de livres (5,1 millions d'euros) pour EY. « Nous sommes désolés que notre travail en 2016 n'ait pas répondu aux normes attendues », et l'entreprise a depuis « apporté des changements importants à sa méthodologie, ses politiques et ses directives d'audit », avait plaidé PwC.

LAMBORGHINI TEMERARIO (2024)

Hybride hurlante

Lamborghini présente la Temerario, qui succède à la Huracán et troque le V10 atmosphérique de cette dernière pour un V8 biturbo hybride capable de tourner à 10.000 tr/min.

Certes dépassée en performances par ses concurrentes estampillées Ferrari ou McLaren, la Lamborghini Huracán conservait une aura particulière et une attractivité évidente grâce à la musicalité exceptionnelle de son V10 atmosphérique. Aujourd'hui, la marque de Sant'Agata Bolognese dévoile la relève qui se doit de rester une vraie Lamborghini ; comprenez qu'elle doit arborer un look spectaculaire et abriter un moteur hors normes et volubile. Si l'on ne jugera pas des goûts et des couleurs, cette nouvelle Lamborghini Temerario s'inscrit parfaitement dans la lignée des « petites » super-sportives de la marque au taureau et annonce des performances de premier ordre qu'elle extrait d'un moteur aux spécifications spectaculaires : un V8 biturbo hybride rechargeable capable de tourner à 10.000 tr/min malgré la suralimentation !

Carrosserie : Design et dimensions

Sur le plan du design, point de surprise puisque la Temerario respecte les codes de la lignée inaugurée par la Gallardo et perpétuée par la Huracán. On retrouve donc un nez court qui se prolonge par le pare-brise et la chute de toit jusqu'à la poupe en un seul trait. Cette nouvelle Lambo se distingue par le recours à l'hexagone que l'on retrouve aussi bien au niveau de sa signature lumineuse que du traitement des échappements et des prises d'air latérales (interprétation libre, il est vrai). On remarquera que les feux de jours hexagonaux intègrent un capteur radar et un tunnel d'aération pour les freins avant. Lamborghini a réalisé un travail important sur l'aérodynamique pour pouvoir se passer d'aile visible, la volonté étant de conserver une allure la plus « propre » possible. Cependant, difficile de parler d'une petite Lamborghini au vu des dimensions : 4706 mm de long pour 1996 mm de large (sans les rétroviseurs) et un empattement de 2658 mm. Si ce dernier ne croît que de 38 mm, la Temerario s'étire de 18 cm par rapport à la Huracán EVO et s'élargit de près de 7 cm.

Habitacle : Connectivité, confort et coffre

Une croissance qui profite aux occupants avec davantage d'espace en largeur et de garde au toit tandis que le coffre à l'avant passe de 100 à 112 l. Suffisant pour y loger deux valises de cabine. Le conducteur profite d'un tableau de bord numérique de 12,3 pouces quand l'écran central de 8,4 pouces inaugure la nouvelle interface homme-machine de la marque pour une expérience plus inclusive. Le passager peut disposer d'un petit écran de 9,1 pouces qui affiche les informations et données liées à la conduite. Particularité, il est possible de faire « glisser » des apps depuis l'écran central vers les deux autres dalles numériques. Bien entendu, les fonctionnalités Apple CarPlay et Android Auto sont disponibles sans fil.

Moteur : spécifications et performances

Le clou du spectacle réside toutefois sous le



capot avec ce V8 4.0 l biturbo à vilebrequin plat capable de tourner à 10.000 tr/min et dont la pression de suralimentation maximale atteint 2,5 bars. Ce moteur de type « Hot V » (comprenez que les turbos sont placés dans le V plutôt qu'à l'extérieur de celui-ci) inédit développe 800 ch (soit 200 ch/l) de 9000 à 9750 tr/min et 730 Nm de 4000 à 7000 tr/min transmis aux seules roues arrière via une transmission robotisée à double embrayage (DCT) et 8 rapports, à la fois plus compacte et plus légère que la DCT à 7 rapports de la Huracán. Le V8 intègre dans son carter un moteur électrique à flux axial refroidi par huile. S'y ajoutent deux moteurs électriques à flux axial refroidi par huile placés sur l'essieu avant pour assurer la transmission intégrale, chacun ne pesant que 15,5 kg. Chaque moteur peut développer jusqu'à 110 kW, soit un total de 220 kW (soit 300 ch) et 2150 Nm, avec une puissance disponible en continu de 60 kW (82 ch). Au total, la puissance combinée s'élève à

920 ch et permet à la Lamborghini Temerario de passer de 0 à 100 km/h en 2,7 s, de filer à 343 km/h et de freiner de 100 km/h à l'arrêt en 32 m. Une sacrée performance pour une voiture annoncée à 1690 kg à sec, donc environ 1800 kg en ordre de marche, qui peut compter sur des disques de frein en carbone-céramique de 410 mm pincés par des étriers fixes à 10 pistons à l'avant et 390 mm avec étriers fixes à 4 pistons à l'arrière, serti dans des jantes de 20 pouces à l'avant et 21 pouces à l'arrière. Batterie : autonomie et charge Lamborghini Temerario Les moteurs électriques de la Temerario sont alimentés par une batterie sise dans le tunnel central et dont la capacité s'élève à 3,8 kWh. Ce pack mesure 1550 mm de long pour 301 mm de haut et 240 mm de large et offre une densité de 4500 W/kg. La recharge peut se faire jusqu'à 7 kW en courant alternatif – comptez environ 30 minutes pour récupérer 100 % de capacité – mais n'est pas proposée en courant continu.

Modes de conduite

Avec pas moins de 13 « expériences de conduite » articulées autour des modes de conduite Città, Strada, Sport, Corsa et Corsa Plus combinés aux modes liés à l'hybridation - Recharge, Hybrid et Performance – sans oublier le mode Drift, la Temerario peut s'adapter à toutes les situations et conditions. Surtout, nous précise Rouven Mohr (Directeur technique de Lamborghini), le système e-4WD permet de passer d'une voiture ultra-efficace sur circuit à une monture plus joueuse et typée propulsion pour davantage de plaisir et d'implication du conducteur/pilote. Bien entendu, en fonction du mode sélectionné, la Temerario peut passer de traction électrique (190 ch) à bête de course à transmission intégrale (920 ch).

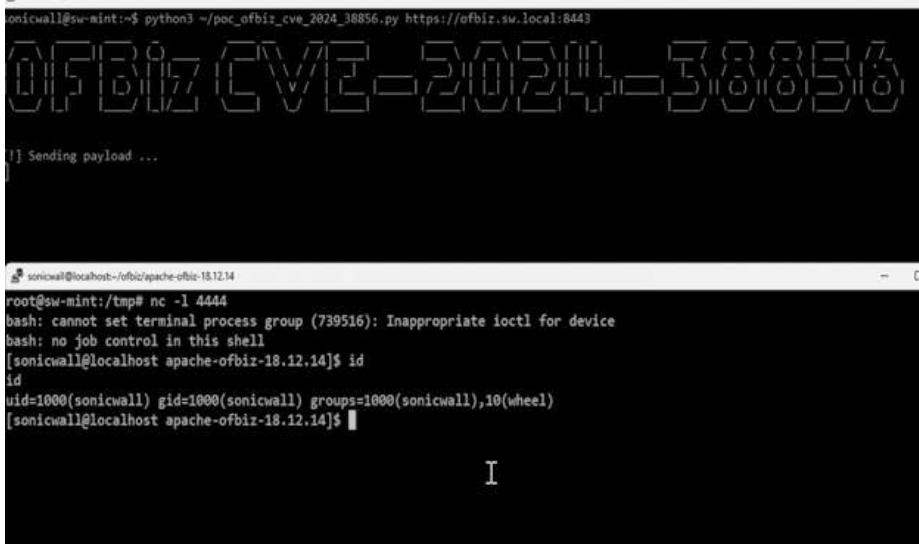
Le mode Città est conçu pour la conduite urbaine et peut être utilisé en mode hybride (entièrement électrique avec entraînement de l'essieu avant délivrant 140 kW - 190 CV) ou en mode Recharge, où le V8 recharge rapidement la batterie. Le mode Strada est idéal pour les trajets extra-urbains et les longs trajets sur autoroute, offrant une conduite efficace et sportive avec une transmission intégrale à la demande. Le moteur V8 soutient toujours les moteurs électriques, délivrant une puissance maximale de 800 CV en mode hybride et de 725 CV en mode Recharge. L'essieu électrique avant contribue à la vectorisation du couple et l'aérodynamique active assure une stabilité maximale à grande vitesse, comme sur l'autoroute.

Technologie à bord

La Lamborghini Temerario inaugure le Lamborghini Vision Unit (LAVU), qui propose trois nouveaux services à bord via trois caméras et une unité de contrôle dédiée : Lamborghini Telemetry 2.0, Memories Recorder et Dashcam. Ces applications sont accessibles via le système d'infodivertissement, les commandes au volant et l'application Lamborghini Unica. Le système LAVU améliore l'expérience authentique "Feel like a pilot", en utilisant la télémétrie pour enregistrer et améliorer les performances sur piste, sauvegarder les meilleurs moments de conduite et améliorer la sécurité grâce à la Dashcam.

Une faille critique dans Apache OFBiz à corriger d'urgence

En analysant le patch d'une faille actuellement ciblée par es attaquants, les chercheurs ont découvert une autre vulnérabilité de type RCE dans Apache OFbiz. C'est la cinquième faille critique qui affecte cette année le framework ERP. La CISA invite les utilisateurs à mettre à jour le plus rapidement possible.



Des chercheurs de SonicWall signalent une vulnérabilité critique dans le système et framework ERP open source Apache OFBiz. La faille entraînant une exécution de code à distance sans authentification, a été corrigée peu après l'exploitation dans la nature d'une autre vulnérabilité corrigée en mai. Considérée comme critique, la vulnérabilité, référencée CVE-2024-38856, touche les versions d'Apache OFBiz jusqu'à la version 18.12.14. Elle a été corrigée dans la version 18.12.15 publiée le 3 août.

Un module très utilisé

Initialement baptisée Open for Business, Apache OFBiz offre des modules pour la gestion des processus d'entreprise comme la comptabilité, les ressources humaines, la gestion de la supply chain, la gestion des catalogues de produits, la gestion de la relation client (CRM), la fabrication, le commerce électronique, et bien plus encore. Ces modules reposent sur un framework de développement web basé sur

Apache, qui peut également servir à créer des applications et des fonctions personnalisées supplémentaires.

On ne sait pas exactement combien d'entreprises exécutent Apache OFBiz, car beaucoup peuvent l'utiliser en interne, mais d'après les données publiques, de grandes entreprises comme IBM, HP, Accenture, United Airlines, Home Depot et Upwork font partie des utilisateurs connus. Certaines applications commerciales tierces, comme Jira d'Atlassian se servent aussi des modules OFBiz. Le projet est utilisé dans le monde entier et dans de nombreux secteurs, mais plus de 40 % des utilisateurs connus sont basés aux États-Unis.

L'analyse de la précédente faille à l'origine de la découverte

La faille découverte se trouve dans la fonctionnalité « override view » et permet à des attaquants non authentifiés d'accéder à des points d'extrémité sensibles et restreints en utilisant des requêtes spécialement conçues, rendant possible l'exécution de code à distance. En fait, c'est en analysant le correctif d'OFBiz pour une autre faille de traversée de répertoire corrigée dans la version 18.12.14 à la fin du mois de mai que les chercheurs de SonicWall ont découvert la vulnérabilité. Cette

précédente faille, référencée CVE-2024-36104, peut aussi entraîner l'exécution de code à distance. Depuis sa divulgation, elle a fait l'objet d'une preuve de concept, mais à la fin du mois de juillet, le SANS Internet Storm Center a signalé des tentatives d'exploitation de cette faille dans la nature.

Il convient de noter qu'une autre faille de contournement de l'authentification (CVE-2023-51467) découverte par les chercheurs de SonicWall dans OFBiz en décembre 2023 a également été exploitée plus tard dans la nature. Il semble qu'OFBiz intéresse les attaquants et que les applications construites avec le framework exposées à Internet courent un risque immédiat. À noter aussi que la faille CVE-2024-38856 est la cinquième vulnérabilité de sécurité classée comme critique ou importante trouvée et corrigée dans OFBiz cette année. Les entreprises qui utilisent ce framework ERP devraient mettre à jour vers la dernière version dès que possible et s'assurer qu'OFBiz est couvert par leurs produits de surveillance des vulnérabilités. SonicWall a félicité les développeurs d'OFBiz pour leur réponse rapide, car ils ont renvoyé un correctif fonctionnel pour analyse en moins de 24 heures. La CISA prend l'affaire au sérieux en poussant les entreprises à appliquer rapidement le correctif.

Écouter des câbles HDMI pour pirater des mots de passe, une technique qui inquiète

La menace qui consiste à pirater des câbles HDMI en écoutant les émissions électromagnétiques qu'ils émettent inquiète la communauté cyber. Elle permet de voler des données sensibles, comme des mots de passe. Les chercheurs en cybersécurité d'une université de l'Uruguay ont mis en lumière une technique relativement peu connue du grand public mais carrément redoutable, avec le vol de données sensibles grâce à de simples câbles HDMI. La technique, qui permet de faire de cette technologie un outil d'espionnage, repose sur l'interception des émissions électromagnétiques des câbles HDMI. En quoi consiste-t-elle plus précisément ?

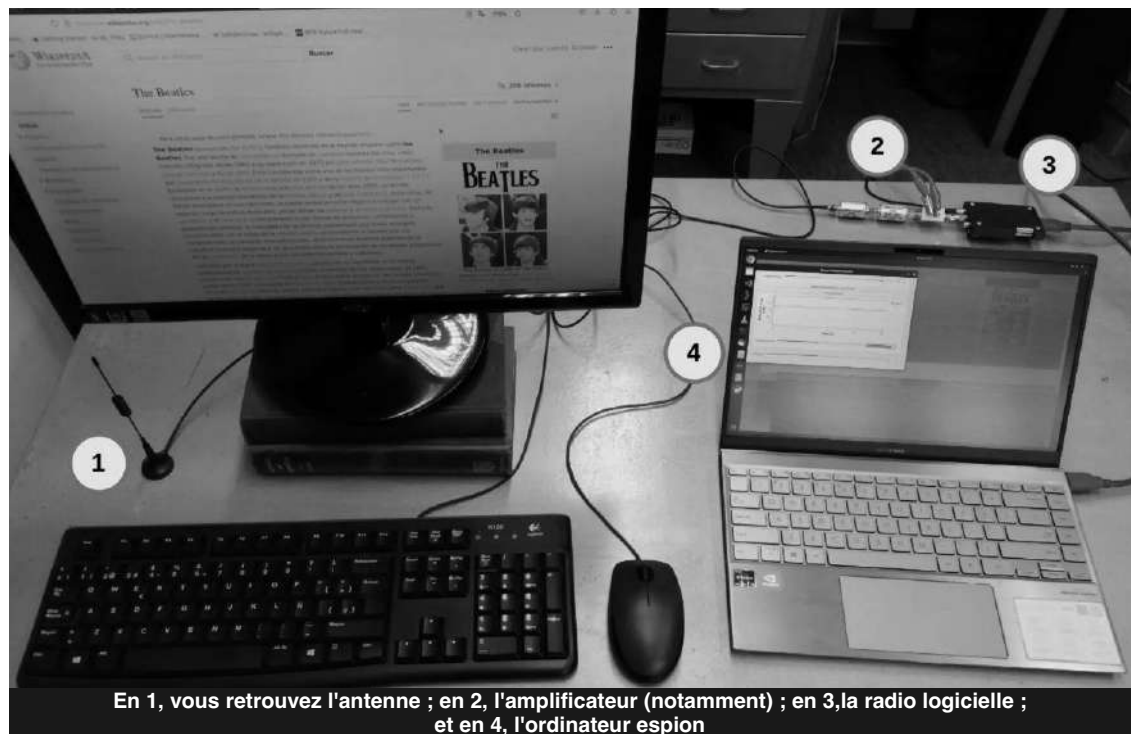
Un piratage du câble HDMI qui permet de reconstituer ce qui se trouve à l'écran de la victime

Les membres de la Universidad de la Republica de Montevideo ont démontré qu'il était possible d'exploiter l'intelligence artificielle pour décoder les émissions électromagnétiques de connexions HDMI. Cette technique permet de reconstituer le contenu affiché sur l'écran d'un ordinateur, ce qui ouvre la voie à une nouvelle

forme de piratage, dont il va falloir se méfier. C'est grâce à un équipement de radio logicielles que l'on peut retrouver dans le commerce que les chercheurs ont pu capturer ces émissions et utiliser des algorithmes d'apprentissage profond pour reconstruire aussi bien les textes que les images. Ils évoquent une précision pouvant aller jusqu'à 70%. La technique est suffisamment fiable et efficace pour comprendre et décoder des informations sensibles, comme des mots de passe ou diverses communications chiffrées. Alors oui, cette attaque nécessite une certaine expertise, pour ne pas dire une expertise pointue, ainsi qu'un matériel bien spécifique. Elle représente néanmoins une menace sérieuse pour les organisations gouvernementales et les grandes entreprises.

Faire attention si son matériel relié à un câble HDMI est physiquement trop exposé

Alors face à cette menace émergente, les experts en sécurité recommandent une vigilance accrue, particulièrement lors de la manipulation d'informations sensibles. Il est en tout cas conseillé



En 1, vous retrouvez l'antenne ; en 2, l'amplificateur (notamment) ; en 3, la radio logicielle ; et en 4, l'ordinateur espion

d'être attentif à son environnement, surtout si son bureau se trouve près d'une fenêtre ou dans un lieu public, où le risque d'interception est évidemment plus grand. L'utilisation de connexions chiffrées et l'évitement de l'affichage de mots de passe sur des moni-

teurs externes connectés en HDMI sont aussi préconisés. Voilà autant de mesures simples qui peuvent contribuer à réduire les risques d'exposition aux attaques basées sur l'interception des émissions électromagnétiques. On terminera en évoquant la

transparence des chercheurs de l'université uruguayenne, qui tenait à rendre publics leurs résultats. Une démarche qui vise à encourager le développement de mesures défensives et proactives plus efficaces face à cette menace pour la vie privée numérique.

Mots fléchés

Couards	↓	Recueil d'anecdotes	↓	Affluent de la Dordogne	↓	Sable mouvant	↓	Exploitation agricole	↓	Cube de jeu	→		Roi de Juda
Capitale d'un état sud-américain	→	Embrassades	↓	Dopage plus longues que larges	↓	Ventilée	↓			Privée d'un sens	↓		
	→		↓		↓		↓				Se dirige	→	↓
											Pays d'Afrique	↓	
Constants	→												
On l'appelait le blanc-casse	→							Vêtement	→				
	→			Commune du Centre	→			Animée	→			À l'intérieur de deux limites	
				Germanium	↓			Inauguration	↓				
Briques à assembler (marque commerciale) Ensembles des agents économiques	→					Une région italienne		Ecrivain français (Jules) On le donne en musique	→				Agence spatiale européenne
	→				↓					Soupe	→		↓
										Entreposât la voiture	↓		
Durée	→			Jeu de pions	→			Espèces	→				
Indésirable	→							Député	↓				
	→												
								Mot de peste	→			Plante de la famille des palmiers	Soleil divin
												Prénom féminin	
Id est	→			Mise en valeur d'un sujet	→						↓	↓	
Fleuve allemand	→												Sélénium
	→			Surface agricole utile Manque d'aisance dans les relations	→								501 en chiffre romain
								Vêtement indien	→				↓
Considérés			A toi		Virtuose			Ville portuaire belge	→				↓
	→		↓		↓			Pondérés	↓				
								Dénudés		Après l'éclatement de l'URSS	→		Service militaire féodal
										Erbium	↓		
Fondai		Troublé	→			Messager de Dieu	→					Germandrée petit if	Déplacé en tirant derrière soi
	→	↓											↓
						Échau-guettes Vastes étendues d'eau salée	→						
						↓							
Troupes armées			Impôts féodaux	→						Chrome		Pet	
	→											Demi-dieu dans la mythologie	
								Surnom de Ernesto Guevara (Le)	→				Coins chauds
								Sein	↓				Entrecroisé des fils
Américium			Il peut-être nourri	→				Contraire à la force	→			De temps en temps avec la manière	
	→							Tantale	↓				
			L'Estonie	→						Loupai	→		
			Zinc	↓						Actrice française (Marie-José)	↓		
Note moyenne	→											Thymus de veau Pour la voir Zeus se changeait en taureau	
Commune d'île-de-France	→			Fin d'infinif		Arrose Pise	→					↓	
	→			↓				Habitants d'un endroit du désert	→				
Déambule	→					Possèdent	→					Tentée	→

Lancement prochain d'un programme de 8.500 logements

Un programme de logement comprenant 8.500 unités de différentes formules sera lancé au courant de l'année 2024 dans la wilaya de Guelma, a indiqué dimanche le wali, Mme Houria Aggoun. La même responsable a précisé que ce programme d'habitat se compose de 2.500 logements publics locatifs, 2.000 logements sous la formule location-vente (AADL 3), et plus de 4.000 aides à l'habitat rural. Elle a également indiqué que les services de la wilaya ont entamé les procédures administratives nécessaires à l'effet de lancer ce programme le plus rapidement possible, tout en s'attendant à l'établissement des listes de bénéficiaires des aides à l'habitat rural dans les différentes communes de la wilaya.

SUR INSTRUCTION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

L'Algérie alimentera le Liban en fuel

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a eu, hier dimanche, un entretien téléphonique avec le Premier ministre libanais, M. Najib Mikati, lors duquel il l'a informé de la décision du président de la République d'approvisionner le Liban "immédiatement" en quantités de fioul afin de faire fonctionner les centrales électriques, indique un communiqué des Services du Premier ministre. "Chargé par le président de la République, le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a eu, ce jour, un entretien téléphonique avec le Premier ministre libanais, M. Najib Mikati, pour l'informer de la décision prise par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de se tenir aux côtés du Liban frère dans cette conjoncture difficile et de l'approvisionnement, immédiatement, en quantités de fioul afin de faire fonctionner les centrales électriques et de rétablir le courant électrique dans le pays", lit-on dans le communiqué.

NOMINATION AUX TITRES DE PROFESSEUR ÉMÉRITE ET PROFESSEUR HOSPITALO-UNIVERSITAIRE

Ouverture de la session de candidature

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé samedi dans un communiqué l'ouverture, du 18 août au 1er septembre, de la session de candidature pour la nomination aux titres de professeur émérite et professeur hospitalo-universitaire émérite. Les professeurs et professeurs hospitalo-universitaires intéressés par la nomination aux titres de professeur émérite et professeur hospitalo-universitaire émérite sont invités à déposer leurs dossiers de candidature, exclusivement, via la plateforme numérique: <https://services.mesrs.dz/Emeritat>, et ce du 18 août au 1er septembre", souligne le communiqué. Selon les conditions citées par le ministère, le candidat au titre de professeur émérite, en exercice, doit justifier au 31 décembre 2023 de vingt (20) ans d'exercice effectif en cette qualité, ainsi que de productions scientifiques et pédagogiques depuis l'accès au grade de professeur, après avis du conseil d'éthique et de déontologie de la profession universitaire. Pour ce qui est du titre de professeur hospitalo-universitaire émérite, les professeurs hospitalo-universitaires, en exercice, doivent quant à eux, justifier au 31 décembre 2023, vingt (20) années d'exercice effectif en cette qualité, dont dix (10) années en qualité de chef de service, ainsi que des productions scientifiques et pédagogiques depuis l'accès au grade de professeur, après avis du conseil d'éthique et de déontologie de la profession universitaire, précise le document.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 19 août 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DES INVESTISSEMENTS SONT NÉCESSAIRES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS

L'épidémie de mpox rappelle l'urgence d'une industrie vaccinale africaine

L'épidémie actuelle de mpox remet en lumière les défis et opportunités pour l'industrie vaccinale africaine. Bien que des initiatives comme l'AVMA visent à renforcer la production locale, des investissements massifs et une collaboration élargie sont essentiels pour atteindre l'objectif de produire 60% des vaccins en Afrique d'ici 2040. L'épidémie de mpox en Afrique révèle les lacunes et les possibilités de l'industrie vaccinale sur le continent. L'Organisation mondiale de la Santé a déclaré une urgence de santé publique mondiale, plaçant l'Afrique au centre d'une crise sanitaire qui pourrait transformer son secteur vaccinal. Plus de 17 000 cas suspects ou confirmés et environ 500 décès dans au moins 12 pays africains, avec un taux de létalité de 3,2%. Cette situation rappelle l'urgence d'accélérer les changements structurels dans l'écosystème vaccinal africain. Le continent a été négligé dans les programmes mondiaux de vaccination. Les obstacles logistiques, les coûts élevés et la réticence de certaines communautés sont souvent évoqués dans de nombreux rapports comme des freins à la progression rapide des vaccins. Cependant, la pandémie de Covid-19 a montré la capacité du continent à mobiliser des ressources et à

innover face aux défis. Jean Kaseya, directeur du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), estime que 4 milliards de dollars sont nécessaires pour combattre efficacement la mpox en Afrique. Mis en place, ce montant représente une opportunité d'investissement pour l'industrie pharmaceutique mondiale et les gouvernements africains. Bavarian Nordic, l'un des rares fabricants de vaccins approuvés contre la mpox, affirme être en mesure de répondre aux besoins du continent. Cependant, le prix des doses, environ 100 dollars chacune, reste un obstacle majeur pour de nombreux pays africains. Cette situation souligne l'importance de développer des capacités de production locales en Afrique. De nombreuses initiatives ont émergé surtout avec la pandémie de Coronavirus. Très récemment, il y a eu le lancement en juin 2024, du programme d'Accélérateur pour la fabrication de vaccins en Afrique (AVMA), pour soutenir les fabricants de vaccins africains. Le financement est d'un milliard d'euros sur 10 ans, avec une participation à hauteur de 750 millions d'euros de l'Union Européenne. Toutefois on est loin des dizaines de milliards de dollars requis pour réaliser l'ambition de l'Union africaine de produire

60% des vaccins nécessaires au continent d'ici 2040 contre 1% en 2021. Il est déjà admis que les investissements dans les infrastructures de santé publique, les chaînes d'approvisionnement et la formation du personnel deviennent une urgence pour l'Afrique afin, non seulement de lutter contre la mpox, mais aussi pour gérer des futures crises sanitaires. Cependant, l'expansion de la production de vaccins en Afrique peut être une entreprise complexe, nécessitant l'alignement de plusieurs facteurs. « Cette industrie naissante a besoin d'une collaboration à grande échelle entre un large éventail de parties prenantes, y compris les organisations de leadership panafricain, les gouvernements économiques régionaux, les gouvernements nationaux, les acteurs du secteur privé et les acteurs de la santé mondiale », estimait McKinsey dans un rapport publié en 2021. L'épidémie mpox en Afrique est un ultime test pour l'industrie pharmaceutique mondiale et les systèmes de santé africains. De la réponse à cette crise, il est attendu, au-delà de la résorption du problème actuel, que soit redéfini l'avenir de la santé publique sur le continent, ouvrant la voie à une industrie vaccinale africaine robuste et autonome.

NÂAMA

Nouveau programme de 8.700 logements et aides financières à la construction

La wilaya de Nâama a bénéficié d'un programme d'habitat estimé, au total, à 8.700 logements et aides financières à la construction, a indiqué, dimanche, un communiqué des services de la wilaya. Ce nouveau programme supplémentaire affecté à cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest, est réparti à raison de 2.000 logements publics locatifs (LPL), 3.500 aides financières à

l'habitat rural et 3.200 aides à l'auto-construction à réaliser dans le cadre des lotissements sociaux, a précisé la même source. Le communiqué a, par ailleurs, fait savoir que la wilaya de Nâama a consolidé, au début de cette année, ses programmes d'habitat par 600 logements publics locatifs, 1.500 aides financières destinées à l'habitat rural et 1.200 autres aides financières orientées vers

l'auto-construction. Il est à rappeler, d'autre part, que cette collectivité locale a réalisé et réceptionné, durant l'année 2023, quelque 824 logements, toutes formules confondues, dont 595 LPL, 183 aides financières à l'habitat rural et 46 autres dans le cadre de l'auto-construction. Par ailleurs, un programme de 1.914 unités d'habitation, toutes formules confondues, répartis entre 1.000

LPL, 614 aides à l'habitat rural et 300 aides à l'auto-construction, est en cours de concrétisation dans la wilaya, signale-t-on. Au total, le programme d'habitat affecté à cette collectivité locale est estimé à 37.436 logements, dont 32.398 ont été réceptionnés, 2.609 sont en cours de réalisation, alors que le quota restant est en voie de lancement, note-on.

YÉMEN

L'ONU demande 25 millions de dollars pour aider les victimes des inondations

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé, dimanche, les donateurs internationaux à fournir d'urgence 25 millions de dollars pour venir en aide aux personnes touchées par les inondations au Yémen. "Les inondations catastrophiques ont touché plus de 294.000 personnes", fait savoir un message du mécanisme "Shelter Cluster" du HCR via la plateforme "X". Il a ajouté : "Nos partenaires ont fourni une aide vitale à 67.500 personnes, mais il existe toujours un déficit de financement de 25 millions de dollars". Le mécanisme des Nations

Unies a adressé son appel aux donateurs en disant que "Votre soutien peut sauver des vies". Depuis le début du mois d'août, les fortes pluies ont entraîné la mort de dizaines de personnes et causé des dommages à plusieurs habitations. Dans le centre du Yémen, les inondations ont déplacé plus de 12.000 familles à Marib, depuis début août, ont annoncé dimanche les autorités locales. Sept écoles et trois hôpitaux ont également été détruits tandis que 15 autres écoles ont été endommagées, a indiqué l'Unité exécutive de gestion des camps de déplacés dans un communiqué. Selon le communiqué, huit

civils déplacés, dont quatre femmes et un enfant, ont été tués et 34 autres blessés à cause des inondations. Lisa Dutton, responsable de la Section du financement et des partenariats au Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), a fait savoir jeudi, que le bilan des inondations au Yémen cette année s'élevait à 98 morts et 600 blessés. Le Yémen souffre d'infrastructures extrêmement faibles, ce qui aggrave l'impact des inondations et exacerbe la situation des habitants qui sont déjà confrontés à un conflit en cours depuis près de 10 ans.